

Université de Montréal

Les causes des violences ethniques de 2010 au Kirghizistan

par David Boire-Schwab

Département de science politique de l'Université de Montréal, Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences en vue de
l'obtention du grade de M. SC. en science politique
option avec Mémoire

05/2015

copyright, David Boire-Schwab, 2015

Résumé

Suivant les violences du sud du Kirghizistan en 2010, plusieurs auteurs de même que des médias ont décrit les affrontements entre les Ouzbèks et les Kirghizes comme étant dûs à des manipulations de l'ethnicité par les élites de la région. Ce travail de mémoire de maîtrise analyse l'influence des élites dans la société kirghize, elle évalue la capacité de celles-ci à mobiliser les gens pour quelque chose d'aussi radical que des violences ethniques. L'emprise politique et économique des élites kirghizes et ouzbèkes sur la société est donc confrontée à des facteurs de mobilisation plus émotifs. La théorie de Scott Radnitz sur le clientélisme et sur la capacité qu'ont les élites à réunir une foule majeure pour des regroupements publics sera notamment examinée et mise en opposition à des théories qui attribuent des causes plus émotionnelles aux affrontements. Cette analyse démontre que la théorie de Scott Radnitz indique une bonne première piste à suivre pour l'étude de toute mobilisation au Kirghizistan. Cependant, pour la mobilisation menant à des violences ethniques, il faut apporter une petite nuance afin d'incorporer les aspects émotionnels à la mobilisation.

Mots clés : Kirghizistan, Violences ethniques, Radnitz, Clientélisme, Mobilisation, Émotionnelle, Élites, Manipulation, Ethnicité

Abstract

Following the ethnic violence which happened in southern Kyrgyzstan in 2010, several authors and media sources have stated that the confrontation between the Uzbeks and the Kyrgyz was due to manipulations of ethnicity by the region's elites. This master's dissertation analyzes the influence of elites within Kyrgyz society, it thus analyzes they're capacity to mobilize people for something as radical as ethnic violence. The political and economic leverage which these elites have in society is thus confronted to more emotional factors of mobilisation. Scott Radnitz's theory on clientelism and on elite's ability to gather large crowds for public gatherings will be examined and opposed to other theories which attribute more emotional causes to confrontation. The results of this analysis indicate that Radnitz offers an excellent guide to studying any type of mobilisation in Kyrgyzstan. However, in the case of ethnic violence, the emotional aspect to mobilisation must be taken into account to fully understand the situation.

Key words: Kyrgyzstan, Ethnic violence, Radnitz, Clientelism, Mobilization, Emotional, Elites, Manipulations, Ethnicity

Table des Matières

Liste des sigles et abréviations	i
Remerciements	ii
Introduction	1
Chapitre 2 : Revue de littérature et présentation de l'argument	10
Chapitre 3 : Présentation empirique du cas	
3.1 Relations de pouvoir au Kirghizistan	36
3.2 Violences de juin 2010	49
3.3 Analyse	71
Conclusion	80
Bibliographie	84
Annexe 1 : Figures	iii
Annexe 2 : Entrevues de terrain	iv

Liste des sigles et abréviations

FMI	Fond Monétaire International
IMU	Islamic Movement of Uzbekistan
ONG	Organisme Non Gouvernemental
UNCC	Uzbek National Cultural Center

Remerciements

J'aimerais remercier les personnes suivantes, ce mémoire n'aurait pas été possible sans elles :

Mon directeur de maîtrise, Luc Duhamel

Magdalena Dembinska, professeure adjointe au département de science politique de l'UDM

Le centre de recherche CASI de l'American University in Central Asia, qui m'a accueilli comme fellow et qui m'a donné l'occasion de faire un travail de terrain inoubliable.

Introduction

Les 10, 11 et 12 juin 2010, des violences interethniques faisant entre 470 et 900 morts, dépendant des rapports, ont confronté la majorité kirghize et la minorité ouzbèke à Osh et Djalalabad, les grandes villes du sud du Kirghizistan, (International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). Les violences ont été déclenchées dans un contexte d'absence de l'autorité centrale de l'État, parce que le 10 avril précédent, une révolution populaire a renversé le pouvoir du président Kourmanbek Bakiev qui était à la tête du pays depuis 2005. Suivant ce renversement, Kadyrjan Batyrov, un homme d'affaires important et un chef de la communauté ouzbèke, a émis des demandes publiques de reconnaissance linguistique et de pouvoirs politiques accrus pour la minorité ouzbèke. Puisque les élites kirghizes du sud du pays voyaient cela comme une tentative de s'attaquer à leurs acquis, un climat de tension s'est installé.

Les violences se sont déclenchées avec une bagarre dans un casino d'Osh entre des Ouzbeks et des Kirghizes. Une foule importante d'Ouzbeks s'est rassemblée autour des lieux de la bagarre qui étaient également très proche d'une université. Craignant pour la sécurité de leurs jeunes, des Kirghizes des régions avoisinantes se sont déplacés vers ces lieux à leur tour et un affrontement a eu lieu. Suivant cela, pendant trois jours des confrontations violentes ont eu lieu et les civils étaient pris pour cible selon leur appartenance ethnique. L'implication des forces de l'ordre dans ces violences était également claire; il y a eu distribution d'armes à la population civile, participation active de policiers et de militaires en uniforme et usage de véhicules blindés pour défaire des barricades protectrices érigées à l'entrée des quartiers ouzbeks (Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011; International Crisis Group 2010; Freedom House, Memorial Human Rights Center, Norwegian Helsinki Committee 2012). La commission d'enquête nationale menée suite aux

événements dénombre 470 morts dont 74% étaient des Ouzbeks (Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011).

Ce n'était pas la première fois que des violences ont éclaté entre ces deux groupes, en effet, en 1990 durant la libéralisation des normes sociales caractérisant la fin de l'empire soviétique, un conflit violent a opposé ces groupes. À l'époque, les violences avaient été déclenchées par un conflit d'allocations de terrains, mais des problèmes socio-économiques plus graves sous-tendaient ces tensions (Laruelle 2012). Profitant de la libéralisation, certains ressortissants de la communauté ouzbèke réclamaient une République socialiste soviétique propre à la minorité ouzbèke du sud du pays. Plusieurs des phénomènes, des gestes et des stéréotypes observés en 1990 se sont répétés en 2010, dont la participation des forces de l'ordre et la perception des Ouzbeks comme étant mieux nantis. Peu d'études ont cependant été menées sur ce conflit et il n'y a pas vraiment eu d'enquête des autorités étatiques (International Crisis Group 2010).

Les violences de juin 2010 ont suivi de près la révolte populaire qui a renversé le président Kourmanbek Bakiev, détenteur du pouvoir depuis 2005. Il existe un important clivage politique et social entre le nord et le sud du Kirghizistan et pendant qu'il était à la tête du pays, Bakiev était l'homme du sud. Il était le premier président qui était issu du sud et ses appuis politiques et sociaux s'y trouvaient principalement. Bakiev et sa famille étaient également impliqués dans le crime organisé et notamment dans le commerce de drogues transitant à partir de l'Afghanistan. Il maintenait donc des liens étroits avec les élites politiques et administratives, mais également criminelles dans le sud. Quand il a été renversé par une révolte dans la capitale au nord du pays, les élites kirghizes du sud ont perdu leur relation avec le gouvernement et un vide de pouvoir s'est installé dans cette région (Ferrando 2010; International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011).

Avant que les violences éclatent, il y avait plusieurs éléments en place pour expliquer l'émergence d'un conflit ou d'une situation politique houleuse. Par contre, en 2005, lorsque le président précédent a été défait par des manifestations de masse dans la capitale, un vide de pouvoir et des rivalités politiques et criminelles étaient également présentes, mais il n'y a pas eu de confrontation interethnique violente. Ainsi, ces facteurs ne sont pas suffisants pour comprendre pourquoi les violences ont éclaté avec autant de force; cela n'explique pas pourquoi des civils se sont regroupés et ont commis des atrocités à l'endroit de leurs voisins. La question centrale de cette recherche sera donc : « Quelles sont les causes de la violence entre Kirghizes et Ouzbeks en 2010? ».

Un premier courant de pensée attribue les violences ethniques à des variables structurelles. Les théories instrumentalistes et symboliques explorent ces variables structurelles avec plus de précision et elles permettent donc de les expliquer (Eriten and Romine 2008). En premier lieu, les instrumentalistes se basent sur l'idée selon laquelle les groupes ethniques sont une construction moderne, donc qui n'est pas inscrite dans le temps et la continuité ancestrale. Selon leur perspective, les leaders d'un groupe ethnique vont manipuler des symboles ou le sentiment d'appartenance au groupe afin de s'approprier du pouvoir politique ou des ressources matérielles. Ce sont donc eux qui vont provoquer la violence et la mobilisation ethnique pour atteindre leurs objectifs (Varshney 2009). Les auteurs pouvant être catégorisés d'instrumentalistes ont écrit sur l'importance de l'opportunité de mobilisation (Laitin 2007), des réseaux que se créent les élites (Radnitz 2010) et des motivations et des objectifs de celles-ci (Gurr 1970; Kalyvas 2006). Plusieurs auteurs de même que des études d'organisations internationales laissent croire que les violences du sud Kirghizistan sont effectivement le résultat de manipulations d'élites cherchant à avancer leur situation sociale (Ferrando 2010; International Crisis Group 2010). Ces personnalités auraient

profité de la situation pour affaiblir leurs rivaux et saisir leurs actifs par la force; elles ont donc fait augmenter les tensions jusqu'à atteindre la violence.

La vision instrumentaliste souffre toutefois de défauts majeurs d'explication. Elle n'explique pas bien pourquoi des gens suivraient les élites pour commettre des violences. Les groupes ethniques ne composent pas un tout homogène (Brubaker 2004) et il est difficile de concevoir que les masses suivraient aveuglément les élites de façon unitaire. De plus, pourquoi les masses iraient jusqu'à mettre leurs propres vies en danger ou jusqu'à tuer d'autres gens pour des avantages matériels ou politiques dont seulement les élites pourront profiter? Même si les réponses à ces questions sont trouvées, il faut encore expliquer pourquoi une fois mobilisés, les gens iraient jusqu'à tuer et jusqu'à commettre des atrocités du type observé au Kirghizistan; des atrocités allant bien au-delà du simple objectif de terminer la vie. Il manque donc un élément d'explication.

L'autre variable structurelle se rapporte à la théorie symbolique des conflits ethniques. Selon cette perspective, l'ethnicité est basée dans la continuité et une fois que les frontières démarquant l'identité ethnique sont tracées, il est très difficile de s'en défaire (Eriten and Romine 2008). Selon les symbolistes, pour qu'il y ait des violences ethniques il faut qu'un symbole important mobilise les gens. Brass (1991) et Kaufman (2001) exposent bien les idées de courant de pensée en discutant de l'importance de marqueurs culturels, des symboles et des mythes dans l'identité et la construction d'un groupe ethnique. Ils élaborent également sur les symboles comme activateurs de conflits et sur le rôle des élites à cet égard.

La théorie symbolique n'explique toutefois pas bien pourquoi un symbole aurait autant d'effet mobilisateur pour l'ensemble d'un groupe. En effet, tout comme pour les théories

instrumentalistes, les groupes ne forment pas des tout unitaires (Brubaker 2004) et il est difficile de concevoir que des masses de ressortissants soient mobilisées par un seul symbole pour se mettre en danger et tuer. En d'autres termes, il semble peu probable qu'un symbole ait autant d'effets dans toute la population.

Un autre courant de pensée donne des causes culturelles ou des causes de haines anciennes aux violences ethniques. Selon cette théorie, la violence est causée par des animosités anciennes et historiques qui se perpétuent à travers les générations entre les groupes ethniques. Les groupes auraient donc des animosités primordiales envers d'autres groupes et cette opposition à l'autre serait en partie ce qui définit le groupe. La confrontation entre ces groupes serait donc vouée à se perpétuer dans l'histoire et à se manifester continuellement (Varshney 2009). Cette perspective a le défaut majeur de ne pas expliquer les longues périodes de calme entre les confrontations interethniques violentes ou les réconciliations pacifiques qui se font parfois. De plus, elle prend mal en compte tous les autres facteurs qui mènent aux tensions et à l'affrontement, comme les variables économiques ou sécuritaires. Ainsi, dans le cas qui nous intéresse, les Ouzbeks et les Kirghizes ont eu des confrontations violentes en 1990 et ensuite en 2010, mais entre les deux ils ont coexisté sans s'affronter et même en étant bons voisins dans les mêmes villes (International Crisis Group 2010). De plus, avant 1990, il n'y a pas une histoire de confrontation entre ces groupes malgré leur coexistence. Par ailleurs, le travail de terrain de cette étude et les rapports d'organisations internationales ne montrent aucun signe que le conflit était basé sur une haine historique de l'autre groupe. Finalement, cette explication ne tient pas compte de tous les autres facteurs ayant causé de l'instabilité suivant la fin du régime Bakiev et qui sont clairement en lien avec l'éclatement des violences.

Une interprétation plus récente, mais fort intéressante des violences ethniques attribue des causes émotionnelles et psychologiques aux violences. Selon Horowitz, les émotions comme la peur de l'extinction ou l'appréhension provenant d'une historique de domination par un groupe rival peuvent alimenter des sentiments d'hostilité envers un autre groupe (Horowitz 1985). Petersen alimente la théorie en disant que dans une situation sociale tendue, les émotions vont dicter la façon dont les gens réagissent. Ainsi pour lui la violence provient d'une réaction émotionnelle (Petersen 2002). Toutefois, le défaut de cette théorie et de la théorie des variables psychologiques est le contraire du défaut des théories instrumentalistes. En effet, bien que les manipulations d'élites dont parlent les instrumentalistes n'expliquent pas l'ensemble de la situation, il est indéniable que des actions d'élites peuvent avoir un effet provocateur. Les théories psychologiques parlent de réactions émotionnelles aux gestes posés par des élites, mais pas des gestes direct de violence de ces dernières. Elles négligent donc les variables structurelles.

Ces théories apportent donc toutes des éléments d'explication d'une importance indéniable pour comprendre les causes des violences dans ce cas bien précis. Les théories qui accordent plus d'importance aux variables structurelle sont d'une aide précieuse pour cerner le rôle qu'on eut les élites de toute appartenance durant cette période. En effet, en étudiant ce cas il est indéniable que plusieurs figures d'autorité aient agi dans le but d'augmenter leur influence, leur pouvoir ou leurs avantages matériels. Il est également indéniable que plusieurs symboles aient été manipulés par ces élites où qu'ils aient été activés par les événements et que ces symboles ont eu pour effet d'aggraver la situation. Pour tenter de saisir ces avantages, les élites ont notamment pu mobiliser des réseaux de contact et de fidélité tel que décrit par Radnitz (2010). Il n'est par contre pas du tout clair que ces réseaux et que les appels à la mobilisation de la part d'élites autant ouzbèkes que

kirghizes aient eu suffisamment d'effet pour que les gens en arrivent à se joindre à des épisodes de violence extrême. Il n'est également pas clair que les symboles qui ont été activés durant cette période aient eu un effet aussi fortement mobilisateur que ce qui est décrit par Kaufman. Comme le décrit bien Brubaker, un groupe n'est pas un tout homogène, il est uni par des épisodes qui semblent démontrer ses liens (Brubaker 2004). Il est erroné de présumer que tous les ressortissants sont intimement liés aux élites représentant leur groupe et que tous sont aussi mobilisés par un même symbole.

En étudiant ce cas et surtout en utilisant les observations faites sur le terrain pour cette étude, le facteur qui explique le plus la mobilisation des gens est la crainte face à une situation dangereuse. Cette raison de se mobiliser se rapproche donc davantage des variables émotives telles que décrites par les théories de Horowitz et Petersen, particulièrement en ce qui concerne la description de la peur que fait ce dernier. Cependant, cette interprétation n'apporte pas une explication suffisante à elle seule; on ne peut pas mettre de côté le rôle des élites durant ces événements. La peur qu'ont ressentie les gens et qui les ont menés à se mobiliser n'est pas apparue à elle seule, elle est issue d'une situation et il est très possible que les leaders des deux côtés aient créé cette situation. Il manque donc également un élément d'explication à cette théorie.

Il semble que pour expliquer adéquatement les causes des violences au Kirghizistan, il soit nécessaire d'emprunter des éléments d'explication de plusieurs théories décrites ci-haut. Comme le dit d'ailleurs Kalyvas: « It is, indeed, possible to overlay instrumental action on expressive action by imputing strategic behavior to leaders and expressive behavior to followers » (Kalyvas 2006). Il sera donc nécessaire de rejoindre les théories explorant les variables structurelles, notamment celle de Laitin, Radnitz et Kaufman aux théories expliquant les motivations individuelles à la mobilisation, donc principalement Petersen. L'explication offerte par cette étude

est donc que dans le sud du pays, les élites des deux groupes ethniques agissaient pour leur propre intérêt et que pour se faire elles ont mobilisé la loyauté de leurs réseaux et elles se sont servies de symboles comme la reconnaissance linguistique ou l'unicité du pays. En l'absence d'autorité centrale de l'État, ces gestes ont créé un climat d'insécurité profonde face auquel les gens se sont mobilisés selon leur groupe ethnique par souci de préservation. Suivant cette mobilisation, une provocation a mené à un affrontement violent entre les groupes mobilisés. Une fois que l'affrontement était déclenché, les violences subies de tous les côtés n'ont fait qu'accentuer les sentiments de peur et de rage ce qui a mené à un cercle vicieux et au résultat observé.

Ce mémoire de maîtrise s'est appuyé sur trois types de sources pour analyser ces violences. Premièrement, des études l'ayant précédé ont servi à guider la pensée et comprendre les dynamiques de cette société. Deuxièmement, des rapports d'organisations internationales et d'une commission d'enquête nationale ont servi à analyser les faits événementiels. Finalement, vingt et une entrevues qualitatives effectuées par ce chercheur sur le terrain entre septembre et novembre 2012 ont servi à appuyer les conclusions de cette étude de même qu'à en inspirer la pensée. Ces entrevues ont été faites auprès d'experts académiques, de travailleurs d'ONG locales, d'anciens médiateurs durant le conflit et de membres des deux groupes ethniques impliqués. Les membres des groupes ethniques interrogés proviennent de communautés qui ont activement participé aux violences. Afin de se conformer aux exigences du comité d'éthique de la faculté des arts et sciences, l'anonymat de toutes les personnes passées en entrevue a été préservé. Lorsqu'il sera fait référence à une entrevue, un code lui sera attribué, le A est pour les experts universitaires, le O pour des travailleurs d'ONG et le K et le U respectivement pour des membres de communautés kirghizes et ouzbèkes, cette lettre sera ensuite suivie d'un chiffre qui indique de quelle entrevue il s'agit précisément.

Dans un premier temps, un chapitre sera dédié à une revue plus détaillée de la littérature présentée ici et à un développement plus approfondi des arguments de cette étude. Dans un deuxième temps, un chapitre sera dédié à la démonstration empirique des arguments présentés dans le chapitre théorique précédent.

Chapitre 2: Revue de littérature et présentation de l'argument

2.1 Revue de littérature

Comme il est exposé dans le chapitre précédent, plusieurs analyses du cas étudié ici attribuent l'éclatement de violences à des manigances d'élites de tous les camps et ceci afin de saisir ou sécuriser des avantages matériels ou du pouvoir politique. En examinant le cas, l'histoire du Kirghizistan et le déroulement du conflit, il est aisé de comprendre cette perspective. En effet, il est indéniable que les élites kirghizes et ouzbèkes se sont activées plus qu'à l'ordinaire durant cette période et que celles-ci maintiennent des réseaux d'influence dans le sud du pays. Cependant, cette explication est insuffisante pour comprendre la mobilisation des gens qui sont venus aux violences. Ainsi, afin de répondre à la question de cette recherche et afin de comprendre réellement quelles sont les causes des violences entre Kirghizes et Ouzbeks, il faut examiner plusieurs variables et explications potentielles dans la littérature.

L'explication de l'éclatement des violences qui se rapporte aux variables structurelles est celle qui se rapproche le plus de l'explication qui attribue la faute aux élites. Selon Eriten et Romine (2008) Les variables structurelles sont explorées principalement par deux courants théoriques; les instrumentalistes et les symbolistes. Pour les instrumentalistes, les leaders ou les élites d'un groupe ethnique sont capables de manipuler les symboles d'un groupe ethnique afin d'en mobiliser les ressortissants et de s'approprier du pouvoir ou des richesses. Selon les instrumentalistes, les groupes ethniques ne se basent pas dans la continuité, ils sont une construction moderne. Vu qu'ils sont une construction moderne basée sur certains symboles, ces symboles peuvent être assez facilement manipulés par des élites (Varshney 2009). La violence et

la mobilisation pour la violence sont donc causées par des élites qui manipulent le sentiment d'appartenance à un groupe ethnique pour atteindre des objectifs personnels.

La pensée de David Laitin s'inscrit bien dans le courant théorique instrumentaliste. Dans son livre de 2007, *Nations, States and Violence*, il examine d'autres théories de violence ethnique; celles de haines anciennes, de différences linguistiques marquées ou de concentration de plusieurs groupes sur un même territoire. Selon lui, ces analyses sont fautives à cause d'un biais de sélection; essentiellement, elles n'examinent que les cas où il y a eu des épisodes de violences. Par contre, elles négligent la majorité des cas qui ont les conditions préalables de violence qu'elles décrivent, mais qui restent pacifiques. La recension de Laitin indique plutôt que dans la majorité des cas de confrontation interethnique, il n'y a pas de violences et que pour qu'il y en ait, il faut des conditions bien spécifiques.

Pour Laitin, la faiblesse d'un l'État est responsable de violences ethniques. Ainsi, dans un État qui ne parvient pas à imposer son autorité sur l'ensemble de son territoire, ou alors dans lequel il est difficile de distinguer les criminels des gens honnêtes, les figures d'autorité ne pensent pas qu'initier des mouvements violents aura des conséquences légales. Les élites vont donc vouloir initier de tels mouvements parce qu'elles veulent saisir les richesses qui viennent avec le contrôle de l'État. Lorsqu'il y a une source de grande richesse à saisir, cela augmente donc les probabilités de conflit puisque les élites ont davantage de perspectives de s'enrichir, dans son livre Laitin donne l'exemple des ressources pétrolières. Dans un tel contexte, le nationalisme devient donc un outil de mobilisation pour atteindre des objectifs élitistes. (Laitin 2007) Ainsi, selon Laitin, la mobilisation vient d'élites qui manipulent un sentiment d'appartenance ethnique.

Pour les instrumentalistes, les ressources économiques ont donc une incidence majeure sur les relations interethniques. Ted Robert Gurr (1970) a élaboré une théorie décrivant comment le contrôle du pouvoir et des biens matériels peut être une cause de violences ethniques. Pour lui, à la source d'un tel conflit il y a son concept de *relative deprivation*, ce qui décrit une différence entre ce qu'un groupe perçoit qu'il mérite et ce qu'il obtient réellement. Ce concept décrit donc une situation où un groupe a une valeur perçue qui est inférieure à la valeur qu'il se donne soi-même.

Dans sa théorie, Gurr identifie trois types de valeurs qui sont importantes pour les perceptions d'un groupe. Le premier est ce qu'il nomme *welfare values*, il s'agit du bien-être matériel, de la capacité des gens à répondre à leurs besoins, cela inclut donc les capacités économiques. Il nomme ensuite le deuxième type *power values* et cela décrit la capacité d'un groupe à influencer les décisions collectives et l'ordre social, cela peut être traduit comme le pouvoir politique. Le dernier type, se nomme *interpersonnal values*, il s'agit de l'importance des relations humaines, de l'approbation morale et des valeurs affectives entre les gens (Gurr 1970).

Selon Gurr, un manque par rapport à ce qui est mérité dans n'importe lequel de ces champs de valeur peut entraîner de la frustration. À ce moment-là, si la source de la frustration est clairement identifiable, un groupe peut faire des gestes d'agression à son endroit. Donc quand la frustration provient d'un autre groupe, il y a conflit violent entre les groupes. Pour en arriver à ce stade, il faut donc que la *relative deprivation* ait l'ampleur d'affecter l'ensemble d'un groupe, sinon elle ne pourra pas avoir une puissance mobilisatrice. Gurr prétend donc que pour avoir cet effet, un groupe doit donc avoir beaucoup de cohésion et d'unité parce que sinon il ne sera pas affecté dans son ensemble. La cohésion du groupe est également importante dans cette théorie parce qu'une part importante de la mobilisation est attribuée aux élites. Ce sont les élites qui

peuvent instrumentaliser les frustrations des gens pour atteindre leurs propres objectifs et qui vont donc demander la mobilisation et l'agression. Pour que les élites aient autant d'autorité sur un groupe de personnes, ce groupe doit donc avoir des griefs qui en affectent une grosse proportion et dont les élites pourront se servir pour unir le groupe. Une fois qu'une première agression a eu lieu, elle en engendrera davantage, puisqu'elle projette la perception d'une menace, réelle ou pas, à la vie, cette agression devient donc la nouvelle source de frustration (Gurr 1970; Gurr et Harff 2004). Ainsi, bien que les élites aient un rôle central à jouer dans la mobilisation, ce sont les frustrations des gens qui sont à la source de la violence.

Pour les instrumentalistes, la *relative deprivation* est un facteur de mobilisation d'une importance majeure (Eriten and Romine 2008). Gurr ne dit pas dans sa théorie que les élites vont nécessairement agir pour leurs intérêts propres, ce peut être pour l'ensemble du groupe. Il nous montre toutefois comment les frustrations peuvent créer un climat propice à l'éclatement de violences et bien que ce ne soit pas nécessairement pour leur intérêt qu'elles agissent, les élites sont tout de même nécessaires à la mobilisation selon cette théorie. Les idées de Gurr s'insèrent donc très bien dans les idées instrumentalistes.

Dans *The Logic of Violence and Civil War* Kalyvas indique que les acteurs politiques peuvent se servir de la violence pour atteindre une variété d'objectifs multiples et parfois contradictoires. Kalyvas reconnaît qu'il existe une forme de violence émotive ou expressive, il fait d'ailleurs référence aux travaux de Horowitz (2001) et Petersen (2002) sur l'émotion comme source d'action violente. Il dit que ce type d'analyse est souvent associé à des violences identitaires ou ethniques, mais il se réfère à Tilly (1975) pour dire qu'il est extrêmement difficile d'évaluer les motivations individuelles de violence. Pour Kalyvas, ces motivations peuvent être un mélange de

haine, de pression par les pairs, d'obéissance, d'imaginaire collectif, de problèmes de consommation et autres. Une de ses critiques importantes de l'interprétation émotive des violences ethniques est que celle-ci réclame représenter les motivations d'acteurs collectifs alors que dans les faits, elle décrit des motifs individuels d'usage de la violence (Kalyvas 2006). Il insinue donc qu'il est impossible qu'un groupe entier soit mobilisé par les mêmes émotions. Kalyvas poursuit en disant qu'il est peu probable que des motivations individuelles résultent en violence à grande échelle. Il concède cependant qu'il est possible d'attribuer des motivations stratégiques à des leaders et des motivations émotionnelles aux gens qui les suivent (Kalyvas 2006).

Kalyvas dit que la violence peut servir à exterminer un groupe ou à le contrôler et dans son livre il se concentre sur le contrôle du groupe, la violence devient donc une ressource par opposition à une finalité. Ainsi, pour lui, bien que la violence puisse avoir de nombreuses fonctions dans un contexte de guerre civile, son usage instrumental pour contrôler une population est un aspect central de sa compréhension (Kalyvas 2006). Encore une fois, Kalyvas explique qu'il existe plusieurs méthodes pour contrôler une population en utilisant la violence dans un contexte de guerre civile. La méthode qu'il décrit et qui se rapproche le plus du cas étudié ici est celle de la violence sans discrimination, ce qui signifie la violence envers toute une population, incluant les civils ou les gens qui ne sont pas impliqués dans le conflit. Selon Kalyvas, ce type de violence est utilisé lorsque les responsables de la dissidence d'un groupe sont difficiles à identifier ou à cibler. Dans un tel cas, la violence ciblée devient beaucoup plus dispendieuse et inefficace et il est beaucoup plus facile de cibler l'ensemble d'un groupe pour les effrayer et les soumettre. L'idée de cette méthode serait que le groupe qui se fait attaquer en viendrait à en attribuer la responsabilité aux acteurs politiques dissidents qui s'opposent au groupe dominant et il se retournerait donc contre eux (Kalyvas 2006).

Kalyvas spécifie que cette méthode de répression est foncièrement inefficace et que l'effet est souvent contraire aux attentes. En effet, dans un tel contexte, les gens deviennent émotifs et ils deviennent souvent violents à leur tour. Contrairement à ce qui est voulu, la population va s'associer aux acteurs politiques qui sont la cible des violences vu qu'ils sont vus comme leurs seuls défenseurs. Souvent, en réponse à de la violence sans discrimination un groupe victime va à son tour utiliser la violence sans discrimination à l'endroit de ses attaquants et c'est ainsi que des groupes ethniques en viennent à s'affronter (Kalyvas 2006). Malgré son inefficacité, il dit que c'est une méthode utilisée et cette interprétation s'insère très bien dans la pensée instrumentaliste, puisque la violence sert des objectifs spécifiques élaborés par les acteurs politiques à la tête d'un groupe.

La théorie de Scott Radnitz (2010) sur les mécanismes de mobilisation s'apparente également très bien avec la vision instrumentaliste de la dynamique d'un conflit ethnique. L'auteur utilise ses études de cas en Asie Centrale pour démontrer que, selon lui, dans un État où les gens n'ont pas accès aux besoins primaires, les élites peuvent se substituer à l'État et ainsi obtenir le pouvoir de mobiliser des foules. Pour lui, la survie d'un régime autoritaire dépend de sa capacité à maintenir unie la coalition l'ayant mené au pouvoir et à empêcher que ne se forme une coalition qui s'y oppose. Le régime doit donc s'assurer de garantir le bien-être des élites et de leur permettre de poursuivre leurs activités pour éviter qu'elles ne s'opposent au régime. Si l'État accorde suffisamment d'espace aux élites pour qu'elles accumulent des ressources et qu'elles puissent se coordonner, elles peuvent avoir la capacité de former une opposition. Radnitz met donc lui aussi l'accent sur l'importance du pouvoir de répression dans l'équation. Si en plus l'État commence à être menaçant pour les intérêts de ces élites, celles-ci peuvent utiliser les ressources qu'elles ont

accumulées grâce à cet espace pour contester le régime en place et ainsi le déstabiliser ou le renverser.

Radnitz nous dit que les élites peuvent se servir de plusieurs moyens pour se défendre d'un régime. Elles peuvent premièrement menacer de quitter le pays ce qui diminuerait le capital que l'État en tire en les taxant. Elles peuvent aussi s'allier avec des officiels de l'exécutif autres que le chef d'État. Elles peuvent également former une coalition informelle se basant sur des intérêts économiques ou politiques conjoints pour contrer le régime. Finalement, Radnitz décrit ce qu'il nomme *subversive clientelism* comme étant une pratique très efficace de résistance au pouvoir.

Pour Radnitz, le clientélisme est un échange vertical et asymétrique de bénéfices en échange d'appuis. Par contre, il peut être difficile et coûteux pour une élite de fournir de tels bénéfices à toute une communauté ou une tranche de population. Il est beaucoup plus aisé de fournir une aide symbolique ou superficielle et de la publiciser à grande échelle de manière à donner l'impression d'apporter une aide importante à un groupe de gens. Ce peut être une aide fournie à une institution, la construction d'une route, l'appui à une loi ou parfois simplement la présence à un événement d'importance symbolique. Avec suffisamment de visibilité, cela peut faire croire à un groupe que son bien-être dépend de l'élite, l'appui en échange de bénéfices est ainsi créé. Dans le besoin, l'élite peut donc mobiliser ce groupe pour des manifestations ou des rassemblements. Les élites peuvent donc créer des liens clientélistes avec la population en donnant des bénéfices réels ou perçus et c'est cela que Radnitz appelle *subversive clientelism* (Radnitz 2010).

Lorsque plusieurs élites forment une coalition basée sur des intérêts communs, elles peuvent donc unir leurs ressources lorsque c'est nécessaire. Grâce au *subversive clientelism*, elles ont l'appui des gens comme ressource et l'union des élites peut ainsi créer un mouvement de masse et mobiliser une portion significative de la population. Ainsi, les individus sont mobilisés par des

élites qui ont acheté leur loyauté en subvenant à leurs besoins ou en donnant l'impression de subvenir à leurs besoins.

Radnitz se sert de la révolution des tulipes de 2005 qui a renversé le président Askar Akaev pour démontrer que sa théorie s'applique bien au Kirghizistan. Il explique qu'au début de sa présidence, à partir de 1991, Akaev avait suffisamment libéré le marché et la politique pour permettre à des acteurs privés d'accumuler du capital et de former des partis politiques, plusieurs élites autonomes se sont ainsi créées. Lorsqu'Akaev a commencé à restreindre les droits de ces élites et à saisir les avantages financiers pour sa propre famille, elles se sont senties menacées et elles ont donc commencé à s'opposer au régime. Comme elles avaient profité de la libéralisation antérieure pour accumuler leurs ressources, elles possédaient déjà une force de contestation notoire et elles se sont unies pour contrer la menace que le régime présentait à leurs intérêts.

Ainsi, même avant les élections truquées de 2005, qui ont précipité la chute d'Akaev, des manifestations avaient lieu dans la capitale parce que Rosa Otunbaeva s'était vue refuser le droit de se présenter aux élections. Suivant les élections, plusieurs élites autonomes ont mobilisé leurs communautés clientes dans toutes les régions du pays. Celles-ci ont ensuite été rejointes par d'autres élites plus influentes et par des partis d'opposition qui ont également mobilisé leurs ressources. Les figures les plus influentes communiquaient fréquemment avec des leaders du sud et des régions rurales. Les manifestations du sud prenant de l'ampleur, Akaev a ordonné une attaque des immeubles administratifs de Djalalabad qui étaient occupés par l'opposition. Ce geste a enflammé davantage les manifestants qui ont repris les immeubles et les protestations à Bichkek ont pris énormément d'ampleur. Radnitz dénote que selon son étude, plus il y avait de manifestations dans un endroit, plus cet endroit avait de candidats d'oppositions. Par contre, à un certain moment, le mouvement a pris tellement d'importance que les gens se mobilisaient sans la

demande directe d'élites. Ainsi, cette version des événements correspond à la théorie de Radnitz puisque les élites se sont coordonnées entre elles et elles ont commencé le mouvement en mobilisant les gens de leurs communautés clientes (Radnitz 2010).

Bien qu'elle ne précise pas beaucoup au sujet de l'éclatement de violence, la théorie de Scott Radnitz s'insère très bien dans une analyse instrumentale des conflits ethniques. Elle présente un mécanisme de mobilisation très spécifique centré autour des élites et leurs intérêts. Dans cette théorie, les gens se mobilisent réellement aux commandes des élites et pour l'intérêt de celles-ci. Ainsi, les élites auraient très bien pu se servir de ce mécanisme de mobilisation avec les objectifs violents décrits par Laitin ou Kalyvas. De plus, l'étude de Radnitz est faite à partir de la société kirghize et de mécanismes qui y ont été observés, il est donc très pertinent de l'utiliser pour l'étude actuelle.

Les théories instrumentalistes nous offrent une perspective intéressante qu'il ne faut pas mettre de côté. Elles nous donnent effectivement une compréhension des objectifs et des stratégies que pourraient avoir des élites et elles nous permettent de comprendre pourquoi des élites voudraient provoquer des violences ethniques. Les élites sont habituellement des actrices politiques indéniables dans une société et il serait négligeant de ne pas prendre en compte leur influence dans l'étude de violences ethniques. Plusieurs des théories instrumentalistes manquent cependant un élément d'explication. Il est en effet mal expliqué comment les élites parviennent à convaincre les gens de les suivre et de se battre pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Même avec l'explication de Scott Radniz, il est difficile de concevoir que les gens de tout un groupe soient aussi loyaux envers les élites et qu'ils acceptent de faire violence aux autres et de se mettre en danger alors qu'ils n'en bénéficient pas directement. Ainsi, Kalyvas critique les théories basées sur l'émotion en disant qu'elles attribuent des motifs personnels à l'ensemble d'un groupe, mais

l'étude approfondie des violences ethniques semble néanmoins incomplète sans que ces motivations individuelles soient davantage explorées.

Les théoriciens symbolistes apportent une autre perspective à l'étude des variables structurelles de la violence ethnique. Selon eux, l'ethnicité est basée dans le temps et les symboles qui définissent les frontières de ce qu'est un groupe ethnique sont solides et très difficiles à défaire (Eriten et Romine 2008). Stuart Kaufman est un auteur ayant très bien conceptualisé le rôle des symboles dans l'éclatement de violences entre groupes ethniques. Dans son analyse, il décrit le processus menant aux violences et il montre que même avec des affrontements provoqués par des symboles, les élites peuvent avoir un rôle majeur dans le déclenchement des hostilités (Kaufman 2001).

Selon Kaufman, la politique est un exercice de manipulation de symboles servant à animer et influencer les foules. Pour qu'il y ait violences ethniques, il faut donc qu'il y ait des appels symboliques à l'identité d'un groupe ethnique et spécifiquement aux éléments identitaires qui peuvent inciter l'agression. Cette théorie accorde donc beaucoup d'importance aux émotions des gens, parce que pour que des symboles identitaires puissent mobiliser les foules, il faut que l'identité d'un groupe ait une valeur émotive importante. Plusieurs émotions peuvent être attachées à l'identité d'un groupe, l'amour de sa nation par exemple, mais celle qui risque davantage d'initier des violences est la peur (Kaufman 2001).

Kaufman dit qu'il faut trois conditions essentielles pour qu'il y ait présence de violences, des mythes justifiant l'hostilité, de la peur ethnique et une opportunité de mobilisation. Les mythes justifiant l'hostilité sont un élément mythologique ou historique d'un groupe ethnique qui justifie

l'agression envers un autre groupe. Il s'agit donc d'un élément qui encourage la violence envers l'autre, qui donne l'impression qu'il y a une injustice de sa part ou encore qui dit qu'un groupe doit dominer un territoire spécifique. La peur ethnique survient lorsqu'un groupe craint que sa survie soit en péril à cause d'un autre groupe. Cette peur peut justifier des violences graves à l'endroit de l'autre groupe, théoriquement par souci de légitime défense. Les mythes justifiant l'hostilité peuvent très bien alimenter cette peur, d'ailleurs ceux-ci vont souvent inspirer l'interprétation des facteurs qui la provoquent. L'opportunité de mobilisation fait référence à un moment où les groupes ont suffisamment de liberté pour se mobiliser sans que l'État ne les en empêche. Cette opportunité représente souvent un changement de gouvernance comme une guerre, une révolution ou un relâchement soudain des normes (Kaufman 2001).

Si ces conditions sont en place, alors il ne manque qu'un événement symbolique pour initier l'agression. Cette provocation doit faire craindre pour la survie du groupe et donc jouer sur les peurs ethniques et elle doit aussi faire appel aux mythes justifiant l'hostilité envers l'autre et donc activer leur potentiel de mobilisation. Si une telle provocation survient à un moment où il y a une opportunité de mobilisation, alors il y aura des violences. Cet élément déclencheur peut prendre plusieurs formes; ce peut être un événement choquant, comme un meurtre hautement publicisé, ça peut aussi être un renversement de l'ordre établi, comme une élection ou une nouvelle loi bouleversante ou alors ça peut être une manipulation consciente d'un symbole par une élite, comme l'usage d'un drapeau ou la prononciation d'un discours faisant référence à des éléments identitaires (Kaufman 2001).

Kaufman met également l'accent sur le dilemme de sécurité qui va amplifier le mouvement de mobilisation de chaque groupe. Ainsi, si un groupe se mobilise et qu'il a une rhétorique violente, un deuxième groupe va devoir en faire autant sinon il risque de se faire anéantir. Les deux groupes

préféreraient une voie pacifique à la résolution de leurs différences, mais voyant la mobilisation de l'autre, ils ne peuvent risquer de se désarmer ou de se démobiliser, il y a donc création d'un cercle vicieux. Puisque la peur ethnique est une des conditions essentielles de cette théorie, le premier groupe qui se mobilise le fait aussi par crainte que l'autre ne soit violent (Kaufman 2001). Il est essentiel de comprendre que selon cette théorie, les gens sont mobilisés pour la violence à cause de l'effet de la peur.

Dans la théorie de Kaufman, les violences peuvent être menées soit par les masses, c'est-à-dire la population, ou par les élites. Le deuxième cas est simplement une élite ou une coalition de figure d'autorités qui utilise les ressources disponibles à son organisation politique, comme les médias ou les infrastructures étatiques pour manipuler un symbole afin d'attiser les tensions et de provoquer la mobilisation. Dans le premier cas, l'événement symbolique provoque une mobilisation violente spontanée, dans ce cas, l'existence des mythes et de la peur doit être présente dans la population avant la provocation. Suivant cette mobilisation par le bas, les élites vont par contre devoir faire compétition d'usage de symboles identitaires afin de plaire aux masses et en conséquence il y a exacerbation de l'hostilité (Kaufman 2001).

Ainsi, bien que les élites aient un rôle important à jouer, le mécanisme de mobilisation utilisé par cette dernière théorie diffère de l'idée de mobilisation par les réseaux clientélistes qu'expose Radnitz. Elle ouvre donc la porte à une explication alternative, mais elle ne ferme pas la porte à la manipulation par des élites.

Paul R. Brass propose une autre théorie dont les préceptes s'insèrent bien dans la pensée symboliste. Brass se rattache à l'idée que l'ethnicité se définit par certains marqueurs culturels objectifs, soit le langage, l'habit, les habitudes alimentaires, les traditions, la religion, la race et bien d'autres. Pour qu'un groupe soit considéré ethnique, précise-t-il, il faut toutefois que ces

marqueurs traversent les classes sociales, ils ne peuvent donc pas être socio-économiques. Afin d'assurer une plus grande cohésion sociale au sein d'un groupe, des symboles peuvent être utilisés, donc certains marqueurs peuvent être accentués. Il faut toutefois que l'identité d'un groupe se centre autour d'un symbole principal, sinon les symboles peuvent séparer les allégeances d'un groupe et être source de conflits (Brass 1991).

Selon la théorie de Brass, un conflit ethnique ne peut pas exister sans compétition entre élites. Il donne quatre types de compétition; entre une aristocratie locale et un conquérant étranger, entre des élites religieuses, entre des aristocrates locaux et des élites religieuses et entre des élites religieuses locales et des aristocrates étrangers. Les objectifs des élites ne sont pas nécessairement financiers, mais les élites vont quand même se battre pour maintenir ou promouvoir leurs avantages sociaux. Pour réussir à obtenir l'appui de la population et ainsi réussir à mobiliser les foules, elles vont manipuler les symboles majeurs d'un groupe (Brass 1991).

Kaufman apporte plusieurs éléments d'explication valables. Sa notion de la peur comme étant un élément clé de mobilisation qui provoque un cercle vicieux où les deux groupes s'attaquent parce qu'ils sentent que l'alternative est de se faire anéantir est effectivement très intéressante. Cette notion est d'ailleurs explorée sous d'autres angles par plusieurs autres auteurs. La place qu'il accorde à la peur dans sa théorie apporte donc un élément d'explication qu'il ne faut pas négliger. Toutefois, la base de sa théorie, soit que les symboles sont l'élément mobilisateur et créateur de la peur, peut être critiquée. Il est effectivement difficile de concevoir que les symboles aient autant d'effets et causent autant de peur dans l'ensemble d'un groupe, suffisamment d'effet, pour que des masses de gens se mobilisent et qu'ils aillent se battre. Le sentiment d'appartenance à un groupe n'est pas aussi solide et il n'est pas si aisé de faire penser à tous les ressortissants d'un groupe ethnique qu'ils sont en danger s'ils ne s'attaquent pas à un autre. Brubaker explique

d'ailleurs très bien que les groupes ne forment pas des entités unitaires qui réagissent de la même façon à toute situation (Brubaker 2004). Cette critique peut aisément être transposée à d'autres théories symboliques donc à Brass et à d'autres; des théories qui veulent que le rôle des symboles dans la construction d'une identité ethnique soit si important qu'ils puissent être la cause de violences inouïes.

Un autre courant de pensée donne des causes de haines anciennes aux violences ethniques. Selon cette théorie, les groupes ethniques se sont formés avec des animosités et des oppositions primordiales à d'autres groupes. Cette opposition à l'autre serait tellement une partie intégrante de l'identité d'un groupe, qu'elle aurait contribué à sa formation. C'est ce qui expliquerait les conflits qui se perpétuent de génération en génération (Varshney 2009). Dans ses écrits, Brass critique les primordialistes. Il commente qu'il n'est pas d'accord avec l'idée d'une descendance commune définissant les nations et qu'il est presque impossible de défaire. Selon lui, les changements constants aux langues, aux religions, à l'art ou bien d'autres marqueurs culturels prouvent que l'identité ethnique n'est pas continue (Brass 1991). La perspective primordialiste semble souvent périmée comparée aux travaux plus récents. Parmi les critiques les plus importantes qui lui sont adressées, il a été dit qu'elle n'explique pas bien les périodes de calme entre les affrontements violents opposant deux groupes. Elle n'explique pas non plus les réconciliations pacifiques qui surviennent parfois entre les groupes. Finalement, cette perspective néglige les autres facteurs qui peuvent mener aux violences, soit les variables économiques, sécuritaires ou émotionnelles (Varshney 2009).

Il importe ici de développer sur la pensée de Rogers Brubaker et sur les arguments qu'il présente contre l'idée d'un groupe ethnique avec des liens solides établis dans le temps. Il a écrit

sur les erreurs fréquemment commises en étudiant l'ethnicité ou les violences ethniques. Pour Brubaker, on ne peut pas parler d'un groupe, mais de *groupness*, c'est à dire des moments de cohésion sociale entre des gens qui ont des objectifs et des identités très différentes, mais qui agissent ensemble de façon à donner l'impression d'être un groupe. Ainsi, pour Brubaker, un groupe est comme un épisode, une réalité momentanée, c'est pourquoi il parle d'épisodes de *groupness* (Brubaker 2004). Brubaker dit qu'une tendance fréquente dans l'étude de tous groupes, qu'ils soient ethniques, nationaux, linguistiques ou autres, est de considérer ceux-ci comme étant une entité unie, homogène avec des frontières externes continues et dont l'objectif est commun. Il a nommé cette tendance le groupisme et il donne une série de recommandations pour éviter ce problème (Brubaker 2004).

Il dit premièrement qu'il faut cesser de penser à l'ethnicité comme étant un groupe ou une entité, que la *groupness* est une variable qui change selon les contextes politiques, économiques, sociaux, culturels et psychologiques. Deuxièmement, il nous indique que penser à l'ethnicité en ces termes ne sert pas à nier l'existence de celle-ci et du nationalisme ou à diminuer l'importance de leur impact social. Il s'agit simplement d'une façon de comprendre ces phénomènes et la façon qu'ils opèrent. Troisièmement, il faut comprendre que la *groupness* est un événement. Ceci explique les phases de forte cohésion sociale et de solidarité intense, sans que ces épisodes définissent une identité constante dans le temps. Quatrièmement, il faut distinguer les groupes des catégories; un groupe est uni et ses membres partagent un objectif commun, tandis qu'une catégorie est utilisée par des individus pour comprendre le monde. Ainsi, une catégorie se base sur des stéréotypes et elle est déployée comme ressource dans des contextes particuliers. La catégorisation est donc activée par des éléments déclencheurs situationnels. Cinquièmement, bâtir un groupe peut être un projet social. Ainsi, on peut essayer de transformer une catégorie en groupe

et cela peut souvent être fait d'une manière extrêmement cynique. En effet, dit Brubaker, des événements dramatiques peuvent augmenter significativement les niveaux de *groupness* existants et c'est pourquoi des violences ou des conflits sociaux peuvent être provoqués. Sixièmement, les acteurs principaux d'un conflit ethnique ne sont pas des groupes ethniques, mais bien des organisations. Brubaker donne un sens très large au terme organisation, pour lui ce peut être un État et ses composantes comme les forces armées, les forces policières, les ministères, ce peut également être des groupes terroristes, des bandes armées, des groupes de crime organisé, des églises et bien d'autres encore. Certaines de ces organisations réclament représenter l'ensemble d'une catégorie, c'est-à-dire un groupe ethnique, mais la relation entre les deux est souvent ambiguë et variable. De plus, bien que ces organisations soient des protagonistes, ils ne sont généralement pas la cible principale ou les seules initiatrices d'actions violentes. Septièmement, puisque les acteurs principaux des violences ethniques ne sont pas des groupes ethniques, les violences sont catégorisées comme étant ethniques par l'interprétation qui en est faite par les acteurs que sont, les médias, les chercheurs, les protagonistes, les travailleurs internationaux et autres. Étiqueter des violences comme ethniques donne une forte signification et beaucoup de crédibilité à une interprétation et c'est pourquoi cette catégorisation se fait aussi aisément. Finalement, l'ethnicité, les races et les nations sont des méthodes d'interprétation du monde. Ainsi, elles ne sont pas des choses du monde, des réalités objectives, mais bien des perspectives (Brubaker 2004). C'est ainsi que, pour Brubaker, la *groupness*, ou les épisodes d'intense cohésion sociale, ne sont pas la cause de conflits, mais bien le résultat de conflits, la réponse à une situation tendue.

Cette interprétation peut donc servir à rejeter l'analyse des violences ethniques qui se base sur une appartenance à un groupe qui se définit par son opposition à un autre groupe, puisque pour

Brubaker un groupe ne serait pas une cause de situation violente, mais bien un résultat d'une situation violente. L'analyse basée sur des haines anciennes ou sur le primordialisme des groupes ethniques est donc mise de côté par ces arguments. Pour ce qui est de la théorie symboliste, l'ensemble de l'argumentaire n'est pas rejetée par les propos de Brubaker, puisque selon lui, des événements symboliques peuvent causer des moments d'intense cohésion sociale. Par contre, l'idée selon laquelle l'ethnicité est basée dans le temps est mise de côté. De même que l'idée de mythes causant la peur et justifiant l'hostilité envers un autre groupe. L'analyse instrumentaliste n'est pas non plus entièrement écartée, mais l'analyse de Brubaker insinue que pour que des élites réussissent à mobiliser les masses pour des épisodes violents, elles doivent être capables de causer des moments d'intense cohésion sociale. Cela signifie que les masses ne seraient pas mobilisées simplement par loyauté envers un représentant de l'élite.

Dans les années récentes, certains auteurs ont donné à la variable émotionnelle comme cause des violences ethniques une place marquée dans la discipline. Deux de ces auteurs particulièrement importants sont Horowitz et Petersen (Eriten and Romine 2008; Varshney 2009). Cette perspective dit que les gens présentent une réponse émotionnelle à une situation et que selon la situation et l'émotion que celle-ci évoque, la réponse peut parfois être violente.

En premier lieu, Horowitz analyse la psychologie des groupes. Pour lui, les gens veulent constamment s'affirmer et une part importante de leur estime personnelle est issue du groupe auquel ils s'identifient. La source d'un conflit ethnique serait donc une affirmation collective de la part des ressortissants d'un groupe. En effet, pour lui les groupes plus éduqués et plus urbanisés sont enviés par les groupes moins bien nantis et moins éduqués. Ceci peut faire augmenter les

tensions entre les groupes. Pour lui, l'émotion qui mène le plus assurément à des violences entre groupes ethniques est la peur de l'autre (Horowitz 1985).

Alors que Kaufman présente les émotions comme une partie importante de sa théorie parce que la manipulation de symboles les active, Petersen (2002) centre sa théorie sur les émotions collectives comme réponse à une situation. Ainsi, pour cet auteur, les élites ont un rôle à jouer dans les violences ethniques, mais elles n'ont pas le rôle fondamental qui leur est accordé par les théories instrumentales et par Kaufman. Il dit qu'il n'est pas possible d'évaluer l'importance du rôle des élites parce que celui-ci varie énormément d'un conflit à l'autre. Il ajoute que les figures d'autorités n'ont pas la capacité d'évaluer avec autant de précision les conséquences de leurs gestes et que les gens ne sont pas assez dupes pour agir exactement comme l'entendent leurs leaders.

Par contre, face à une situation sociale tendue, certaines émotions sont une réaction normale et celles-ci vont dicter la façon dont agissent les gens. Petersen décrit quatre types d'émotions qui peuvent avoir une importance en situation de tensions interethniques. La première est la peur, ou *fear*, elle se manifeste en réponse à une situation d'insécurité, donc à un affaiblissement ou un écroulement d'un centre politique garant de sécurité. La peur va augmenter le besoin de sécurité et peut donc mener au désir de faire une attaque préventive envers un autre groupe qui semble être une source de danger. Petersen pousse, par ailleurs, l'explication de la peur comme source de violence en la rapprochant à l'idée d'un dilemme de sécurité. Il fait, entre autres, référence à la théorie de Barry Posen qui dit que dans une situation d'anarchie émergente, si un groupe s'arme, il est difficile de savoir si c'est pour un objectif d'attaque ou de défense. De plus, si les groupes qui s'arment adoptent des discours ethniques afin de rallier plus de gens, l'exclusion de l'autre augmente l'impression de danger et incite donc à l'attaque (Petersen 2002). Dans un article de 1994, où il discute du dilemme de sécurité, James D. Fearon fait un excellent exposé de son

adaptation de cette notion réaliste des relations internationales à l'analyse de conflits ethniques. Selon lui, tout comme les États du système Monde, dans un contexte d'anarchie, les groupes ethniques sont rationnels. Pour Fearon, afin d'éviter un conflit entre deux groupes ethniques, il faut qu'un troisième parti garantisse la sécurité des deux groupes et qu'il puisse assurer qu'il empêchera la majorité de profiter de sa situation à l'avenir. Ainsi, si un État ou ses capacités de répression s'écroule, la garantie de sécurité que celui-ci offrait s'écroule également. Dans une telle situation, si un troisième parti ne peut pas garantir la sécurité, même si un groupe ethnique fait des promesses de non-agression envers l'autre, il n'y a pas de garantie que ces promesses ne seront pas mises de côté à l'avenir. Les deux partis se retrouvent donc avec un dilemme de sécurité parce qu'aucun ne désire la violence, mais voyant la mobilisation de l'autre et puisqu'ils ne se font pas confiance, ils pensent y être obligés (Fearon 1994).

Puisque les groupes ethniques sont des acteurs rationnels, ils peuvent calculer que dans une telle situation, il peut être plus payant d'effectuer une frappe préventive envers l'autre plutôt que de rester pacifique et de se mettre en péril à l'avenir. Quelques facteurs entrent en ligne de compte dans leur calcul. Le premier est l'ampleur du changement anticipé entre les capacités militaires relatives des deux groupes qui résulterait de la confrontation. Ensuite, les autres facteurs sont la taille relative de la minorité ethnique, si le coût de la confrontation est perçu comme élevé ou bas et si des institutions donnant aux groupes minoritaires un pouvoir au moins proportionnel à leur population peuvent être mises en place (Fearon 1994). Pour cette étude de cas, il semble approprié et justifiable d'interpréter le premier facteur comme le rapport de force, ce qui incorpore non seulement les capacités militaires, mais également l'influence politique et économique.

La deuxième émotion de Petersen est la haine, ou *hatred* dans le livre et elle basée sur les griefs historiques par rapport à un groupe. Elle se base sur un schème qui incorpore des mythes et

des griefs historiques qui vont dicter au groupe comment agir face à l'autre. Lorsqu'un État s'écroule et qu'il existe des revendications territoriales qui étaient dormantes, le schéma justifiant la possession du territoire est réactivé dans l'esprit des gens et il leur dicte la façon d'agir. Pour Petersen, ces mythes peuvent être formés dans l'histoire relativement récente, mais pour qu'ils soient effectifs, ils doivent avoir la même justification que dans l'histoire (Petersen 2002). Il est intéressant de mentionner que cette description rejoint en plusieurs points la théorie de Kaufman et ses mythes justifiant l'hostilité. Par contre, Petersen dit que bien que la haine puisse être alimentée par des démagogues, ceux-ci utilisent des mythes préexistants, ils se servent donc de la vague, ils ne la créent pas (Petersen 2002).

La troisième émotion que décrit Petersen est le *resentment*, traduit ici comme étant l'animosité. Ce sentiment survient lorsqu'il y a un changement dans le statut d'un groupe par rapport à l'autre. Pour que ce sentiment se développe en violence, il faut par contre que le changement de statut se fasse subitement. Ainsi si un groupe en situation de domination subit un renversement de situation rapide, il a de l'animosité envers le groupe qui le remplace et il peut répondre violemment. Les facteurs indiquant le statut et permettant donc d'évaluer quel groupe est en situation dominante sont la langue du gouvernement, la composition ethnique de la bureaucratie, la composition ethnique de la police, la composition ethnique des officiers militaires, les symboles comme les noms de rues et la distribution des terres. Si un groupe est plus riche que l'autre, mais qu'il ne domine pas dans les facteurs précédents, il a un statut plus faible. Petersen précise donc qu'il ne fait pas référence au statut économique d'un groupe, mais bien au statut politique (Petersen 2002). Lorsqu'il décrit la peur, l'auteur ajoute une perspective intéressante à la relation entre celle-ci et l'animosité, il tire cette perspective des écrits de Charles Taylor. Dans son chapitre « Nationalism and Modernity », Taylor dit que l'animosité est l'affaire des élites parce

que celles-ci sont motivées par la dignité et la reconnaissance, mais la peur est l'émotion des masses. Pour la majorité des gens, le nationalisme viendrait donc de la peur tandis que pour les élites il viendrait de l'animosité (Taylor 1998).

Petersen décrit finalement la rage comme étant une émotion provenant de diverses sources et qui donne le désir de se déchaîner. Lorsqu'il y a accumulation de frustrations, ou de déceptions face à certaines attentes, une de ces frustrations peut être l'élément déclencheur de la rage et la source de celle-ci sera donc la cible de l'agression. L'auteur différencie la rage des autres émotions décrites, il dit que, contrairement aux autres, celle-ci n'est pas précédée par une période de cognition, de réflexion par rapport à l'attitude à adopter. Ainsi, pour la rage, l'émotion précède la réflexion, alors elle ne sert pas à atteindre un objectif précis. Elle n'est donc pas une émotion instrumentale comme le sont la peur, la haine et l'animosité (Petersen 2002).

À la fin de son livre, Petersen conclut toutefois que l'animosité est le meilleur indicateur pour prévoir des violences ethniques et la cause la plus commune de celles-ci. Il dit que les autres émotions qu'il décrit dans sa section théorique ne sont pas présentes dans beaucoup des cas qu'il a étudiés. Il n'écarte toutefois pas complètement la peur, la haine et la rage puisqu'elles étaient identifiables dans certains des cas. De plus, il est rare qu'une de ces émotions soit la seule source de violence, souvent un même événement violent peut être expliqué par plusieurs de ces émotions simultanément (Petersen 2002). Le livre de Petersen n'examine toutefois que six cas parmi les nombreuses instances de violences pouvant être qualifiées d'ethniques. Par ailleurs, tout comme il l'écrit lui-même, bien que l'animosité soit l'indicateur le plus fréquent, il ne faut pas mettre les autres de côté.

La façon d'analyser les événements de Petersen s'agence très bien avec l'analyse que fait Brubaker. En effet, dans l'interprétation de Petersen des causes de violence, les groupes ne sont pas la cause de violence, celle-ci est une réponse émotionnelle à une situation qui agit comme élément déclencheur.

L'approche émotionnelle telle que décrite par Petersen a beaucoup de mérite. Elle permet de comprendre les motivations qu'ont les individus pour se mobiliser afin d'aller faire violence aux ressortissants d'un autre groupe. Son désavantage est le manque d'analyse des causes structurelles pour expliquer adéquatement les causes de violences ethniques. En effet, bien que les motifs individuels soient exposés, on ne peut mettre de côté les gestes d'élites de tous les camps ni leur influence sur le déroulement des violences. Ainsi, une analyse complète de violences ethniques se doit d'incorporer des éléments de plusieurs des théories présentées ici afin de combiner motifs individuels et sources socio-structurelles de ces motifs.

2.2. Présentation théorique de l'argument

Cette étude avance que pour arriver à une compréhension plus complète des violences ethniques, il faut emprunter certains éléments de plusieurs des théories présentées ci-haut. En effet, certaines théories expliquent très bien les mécanismes qui peuvent avoir lieu dans une société et qui peuvent mener à des tensions, mais elles sont défailtantes pour expliquer adéquatement pourquoi les gens se mobilisent et pourquoi ils en arrivent à des extrêmes de violence aussi intenses. Inversement, certaines théories expliquent bien les causes de la mobilisation des individus, mais elles manquent d'éléments d'explication plus globaux pour compléter ces causes de mobilisation.

Pour ce qui est des motifs individuels menant à la mobilisation et à la violence. La variable émotionnelle semble offrir une explication solide des raisons qu'auraient les individus à se mobiliser pour une confrontation violente. En effet, bien qu'explorée en profondeur par Petersen, la peur est aussi identifiée comme mobilisatrice par Horowitz, mais aussi par Kaufman qui est davantage un symboliste. Tout comme Petersen, Kaufman fait référence à un cercle vicieux et à un dilemme de sécurité menant à la violence. Ainsi, pour les deux auteurs, la peur de se faire exterminer par l'autre groupe amène les gens à se mobiliser et se préparer à l'affrontement même si ce n'est pas la solution qu'ils préfèrent. De peur d'être anéanti, un des groupes va attaquer l'autre de façon préventive afin d'assurer sa propre survie. Une fois que la confrontation violente est enclenchée, elle peut perdurer et s'accroître parce que les individus du groupe attaqué voient qu'ils sont effectivement en danger et ils n'ont donc pas le choix de répondre aux attaques par de la violence. Kaufman met toutefois davantage l'accent sur les symboles comme activateurs des foules et déclencheur de la peur et sur l'importance de l'inscription de ces symboles dans la mythologie des groupes impliqués. Pour Petersen, la peur n'est pas nécessairement une réponse à un symbole, mais à une situation d'insécurité, cela peut être interprété comme une réponse à l'environnement.

Dans un climat de peur, il est normal que des individus se mobilisent en groupe pour se protéger et ainsi que le dilemme de sécurité se crée. Toutefois, pourquoi ce climat de peur se crée-t-il et pourquoi est-ce que les gens se mobiliseraient selon des appartenances ethniques? C'est à ce moment qu'il importe d'explorer les gestes des élites et donc d'examiner les théories instrumentalistes. En effet, il est indéniable que des élites puissent agir dans leur propre intérêt politique ou matériel et que ces gestes ont un effet important. La théorie de Gurr sur l'animosité ou le *resentment* provenant de la *relative deprivation* nous indique des raisons pour lesquelles des

élites en viendraient à s'affronter. Gurr ne présente pas les élites comme étant les seules actrices dans sa théorie, mais dans un contexte social où les masses de la population sont d'une pauvreté extrême, que ce sont les élites qui possèdent les richesses et qu'il n'y a pas de raison de percevoir que les gens bénéficieraient d'un affrontement, les manquements économiques ou politiques du groupe ne semblent pas être une priorité pour la population. Logiquement, les gens sont davantage préoccupés par leurs besoins essentiels. D'ailleurs, Petersen se sert de la théorie de Taylor pour dire que l'animosité est davantage l'émotion des élites par rapport à la peur qui est davantage l'émotion des masses (Petersen 2002). Donc, les élites s'affrontent parce qu'elles perçoivent qu'elles méritent davantage que ce qu'elles ont et qu'elles perçoivent que les élites de l'autre groupe ont plus que ce qu'elles méritent.

Plusieurs auteurs qui se servent des variables structurelles mettent en valeur l'importance d'une opportunité de mobilisation, qui prend habituellement la forme d'un changement ou d'un renversement des structures de pouvoir (Kaufman 2001; Laitin 2007; Radnitz 2010). La version de Laitin est particulièrement intéressante et elle sera retenue ici pour être combinée avec les arguments de Gurr et Petersen. Ainsi, dans un contexte où une opportunité de mobilisation se présente, les élites qui ressentent de l'animosité parce qu'elles estiment qu'elles ou leur groupe sont en manque par rapport à ce qu'elles perçoivent mériter vont s'activer pour saisir les ressources de l'État. Vu que l'opportunité de mobilisation est souvent caractérisée par une absence de l'autorité étatique et qu'une compétition féroce entre les élites peut avoir lieu, les gens ne sentent pas qu'ils sont protégés et ils auront donc peur, ce qui va mener à leur mobilisation.

La mobilisation se fait selon les appartenances ethniques parce que durant la compétition entre les élites, le conflit peut être cadré selon ces critères. Ce cadrage peut être une stratégie de la part des élites qui cherchent à utiliser les groupes ethniques à leur avantage, elles pourraient donc

tenter de manipuler des symboles pour capter les allégeances d'un groupe ethnique. Par contre, comme il est exposé plus haut, l'efficacité d'une telle stratégie est limitée puisqu'un même symbole n'a pas autant d'impact dans toute la population. Un scénario plus probable est que dans un contexte où il y a peu de mélanges entre deux groupes ethniques, la compétition entre les élites cadre *de facto* la compétition comme étant ethnique. Ainsi, vu que les élites d'un certain groupe ethnique ressentent de l'animosité envers celles d'un autre groupe, ces élites peuvent mobiliser leurs réseaux, c'est-à-dire leurs clients ou les gens qui les suivent déjà. Comme leurs réseaux incluent la famille et les amis, en plus des autres catégories, et qu'il n'y a pas beaucoup de mélanges, ces groupuscules sont monoethniques. Donc des groupes plus restreints se forment autour des élites, pour ceux-ci, la mobilisation est effectivement efficace grâce à des variables structurelles telles la loyauté achetée ou la manipulation de symbole. Ainsi, bien qu'il soit peu probable que les réseaux de clientélisme que décrit Radnitz s'étendent à l'ensemble de la population, il est très plausible qu'ils soient un facteur qui permette à des élites de tous les groupes de réunir un certain nombre de gens autour de leurs causes. Les groupes mobilisés autour des élites sont donc une petite portion de la population, mais la compétition avec les élites d'autres groupes ethniques qui sont également accompagnées de leurs groupuscules donnerait automatiquement une connotation ethnique à la compétition. Par la suite, cette compétition et le manque de protection de la part du gouvernement créent un sentiment de peur et donc la nécessité de se mobiliser dans la population plus générale. Puisque le conflit est cadré comme une compétition ethnique et que de toute façon il y a peu de mélange au sein de la population, les masses se mobilisent selon des appartenances ethniques et elles créent un dilemme de sécurité.

Un argument de cette étude est donc que l'influence et les réseaux des élites ne s'étendent pas à l'ensemble de la population. La mobilisation se fait donc sur deux niveaux. Le premier niveau

est celui des élites de tous les camps et de leur entourage et dans ce niveau la mobilisation se fait par des variables structurelles, donc par les mécanismes décrits par les instrumentalistes et les symbolistes. Par la suite, les gestes de ce premier niveau causent de la peur et de l'insécurité pour les masses, pour la plus grande proportion de la population qui se retrouve donc dans le deuxième niveau. Ce deuxième niveau est donc mobilisé par des causes émotionnelles soit la peur qui est amenée par un sentiment d'insécurité. Lorsque le deuxième niveau est mobilisé, il se crée un dilemme de sécurité et la moindre provocation peut déclencher des violences.

Afin de tenter d'examiner si ce cadre théorique s'agence bien avec le cas étudié ici, les intérêts et les intentions des élites seront examinés à l'aide de rapports d'organisations internationales, d'autres études sur le Kirghizistan et ses groupes ethniques, un rapport d'une commission d'enquête nationale et des entrevues sur le terrain. En utilisant ces mêmes sources, une analyse sera faite de la mobilisation de la population, de ses intentions et de ses soucis pendant cette période. Une analyse sera finalement faite des liens entre les élites et la masse. Cette même analyse sera faite pour les deux groupes ethniques protagonistes.

Chapitre 3: Présentation empirique du cas

3.1 Relations de pouvoir au Kirghizistan

Comme il est indiqué dans le chapitre précédent, dans l'analyse d'un conflit ethnique, on ne peut pas faire abstraction complète du rôle des élites pour bien saisir les dynamiques du conflit. Pour bien analyser les violences du Kirghizistan, il faut donc commencer par dresser un portrait de toutes les forces en présence dans la société, c'est-à-dire les élites de différentes appartenances, mais aussi les groupes sociaux d'importance de même que les tendances sociales et culturelles du pays.

Suivant la fin de l'Union soviétique, le Kirghizistan a été gouverné par le président Askar Akaev qui, contrairement aux autres pays de l'Asie Centrale, a mis en place des mesures de libéralisation de la société civile et de l'économie. Ces mesures ont valu au pays le surnom de « Suisse de l'Asie centrale » (International Crisis Group 2001; Pomfret 2006). Cependant, vers la fin des années 90, il était devenu évident qu'Akaev était en fait un dictateur autoritaire et que l'apparente libéralisation du pays était estompée. Akaev aurait notamment manipulé les résultats de plusieurs référendums lui donnant le droit de se représenter aux élections alors qu'il avait atteint la limite de candidatures. Suivant les élections législatives de 2005, qui étaient truffées d'irrégularités, la frustration envers le régime a donné lieu à des manifestations massives dans tout le pays et au renversement pacifique du régime d'Akaev (Engvall 2011; International Crisis Group 2001; Lewis 2008; Peyrouse 2006; Radnitz 2010; Temirkulov 2010). Ces événements ont été nommés la révolution des tulipes ou la révolution jaune.

Suivant le renversement d'Akaev, le chef d'un des partis d'opposition, Kourmanbek Bakiev, a réussi à se faire élire comme président avec Felix Kulov comme colistier pour être premier

ministre. Bakiev était le premier président du sud du pays et Kulov était en fait son rival, mais ce dernier venait du nord et il y était respecté, ils se sont donc alliés pour éviter une montée des tensions entre le nord et le sud (Lewis 2008; Temirkulov 2010). Les relations de pouvoir entre le nord et le sud du pays sont une partie intégrante de cette étude et elles seront explorées plus en profondeur plus loin.

Au cours des années qui suivirent son ascension, Bakiev a réussi à renforcer son pouvoir et à écarter tous ses rivaux, incluant Kulov qui a dû quitter son poste. Les pratiques corrompues du gouvernement d'Akaev se sont par la suite répétées avec le nouveau chef d'État. Bakiev a donc continué une pratique de vente des postes gouvernementaux qui prévalait sous Akaev, il a instauré un régime autoritaire très répressif et avec l'aide de sa famille il s'est enrichi sur le dos du pays. C'est ainsi que son frère, Janysh Bakiev, a été mis à la tête de la garde nationale et qu'il est *de facto* devenu chef de toutes les forces policières du pays et que son fils aîné, Marat Bakiev, est devenu directeur délégué des forces de sécurité nationale, les Bakievs contrôlaient donc fermement les forces de répression. Du côté économique, l'autre fils du président, Maxim Bakiev, a pris la tête de l'agence centrale du développement et de l'investissement. Maxim pouvait ainsi décider quelles entreprises recevaient des subventions gouvernementales et il pouvait assurer un contrôle très ferme de l'aspect commercial de la société. Les Bakievs se sont donc enrichis en bénéficiant du contrôle économique de la société, mais ils se sont aussi impliqués dans le commerce de drogues et dans le crime organisé (Collins 2011; Cooley 2010; Huksey and Iskanova 2011; Lewis 2008; Marat 2006). La présidence de Bakiev s'apparentait donc davantage à un racket criminel qu'à une révolution démocratique.

En 2010, la répétition et l'amplification des péchés du régime précédent ont mené les politiciens de l'opposition et la population à se regrouper pour critiquer le président et exiger la

démocratisation du pays. À ce moment, il faut aussi noter que Bakiev avait fait affront à Moscou ; il avait accepté 300 millions de dollars d'aide de la Russie conditionnellement à ce qu'il retire la base américaine de son territoire, ce qu'il n'a jamais fait. En conséquence, les chaînes de télévision russes, qui sont regardées au Kirghizistan, se sont mises à critiquer le régime pour le manque d'électricité dont souffrait une grande partie de la population du pays et elles ont accordé des entrevues aux chefs d'opposition kirghizes (Kramer 2010). La coalition des partis d'opposition en a donc profité pour critiquer le manque d'accès aux besoins de base de la population et elle a envoyé un ultimatum en sept points au président. L'ultimatum accompagné de manifestations dans le nord du pays a fait craindre un coup d'État au président qui a commis une erreur fatale; il a fait ouvrir le feu sur la foule, tuant ainsi 84 personnes. Suivant cette tuerie, le public s'est enflammé et des protestations de masse ont embrasé la capitale jusqu'au moment où le président a pris la fuite, mettant ainsi fin à son règne (Collins 2011; Kiliç 2011; Temirkulov 2010). Cette révolution est extrêmement importante pour la suite de cette étude parce que c'est elle qui a mené au vide de pouvoir donnant l'opportunité de mobilisation aux élites kirghizes et ouzbèkes du sud. De plus, l'extrême corruption des deux régimes d'Akaev et de Bakiev a eu des conséquences majeures sur le déclenchement et le déroulement des violences à l'étude.

La critique qu'avaient adressée les partis de l'opposition au gouvernement, c'est-à-dire le manque d'accès aux besoins de base, se base sur une réalité constante dans ce pays; les gens vivent avec très peu de moyens. En effet, 38% de la population du Kirghizistan vit en dessous du seuil de la pauvreté et l'indice de développement humain est plus bas que dans le reste de la région (World Bank 2012). De plus, les services publics comme l'électricité, le transport, la santé et l'éducation étaient gratuits à l'époque soviétique, mais ils n'ont pas été adéquatement renouvelés. Les

équipements tombent en désuétude et les expertises sont vieilles et souvent obsolètes, ce qui fait que la population vit avec un manque de service grave (International Crisis Group 2011; Pomfret 2006). Les manquements aux besoins essentiels de la population sont de première importance pour l'analyse des violences de juin 2010, comme il sera démontré plus tard.

Afin de bien saisir les forces en présence au début du conflit et de bien comprendre les mécanismes de mobilisation dont peuvent se servir les élites autant kirghizes qu'ouzbèkes, il faut faire un exposé des réseaux d'influence centrés autour des figures d'autorité au Kirghizistan. Selon ce qu'il a été observé et étudié pour cette maîtrise, ce sont ces réseaux qui sont facilement mobilisables par les élites puisqu'ils leurs sont loyaux. Ces réseaux sont composés de deux éléments, les liens claniques et les réseaux de loyauté centrés autour de la corruption et de l'achat d'influence.

Le concept de clan est très utilisé dans l'étude de l'Asie Centrale et il est également très présent dans les médias. Selon la définition de Kathleen Collins, un clan est : « an informal organization comprising a network of individuals linked by kin-based bonds. Affective ties of kinship are its essence, constituting the identity and bonds of its organization. » (Collins 2004). Pour elle, un clan se centre donc autour d'une appartenance familiale. D'autres auteurs ajoutent toutefois à cette définition en disant qu'il faut aussi inclure les identités géographiques locales, c'est-à-dire les liens entre les gens provenant d'un même village, d'une communauté ou d'une région (Jacquesson 2013; Luong 2004). Le patron du clan ou l'élite est habituellement quelqu'un de prééminent dans le monde des affaires, dans le gouvernement ou dans le crime organisé. Les élites et le clan ont une relation mutuellement bénéfique; les élites se servent de l'appui de leur clan pour consolider leur position et en échange elles donnent aux membres de leurs clans des

postes dans leur entourage et d'autres avantages. Ce faisant, les élites s'assurent que leurs intérêts restent entre les mains de personnes qui leurs sont loyales (Ceccarelli 2007; Engvall 2011).

L'autre composante des réseaux d'influence est le clientélisme centré autour d'intérêts matériels. Engvall en fait une excellente description dans son étude du Kirghizistan. Il nous indique qu'il existe un système de vente des postes étatiques dans le pays. Ainsi, les postes allant de gouverneur régional à simple policier sont vendus et pour l'acheteur, le bénéfice est de tirer profit des pots-de-vin qui peuvent être tirés du nouveau poste. Plus on est haut placé, plus on peut vendre de postes et tirer profit de la corruption. Toutefois, les postes ne seront pas vendus à n'importe qui; vu qu'il s'agit tout de même d'une activité illégale et que le vendeur et l'acheteur du poste sont complices, les ventes se font à des personnes de confiance (Engvall 2011). C'est ainsi que les deux composantes des réseaux d'élites se rejoignent; il y a un élément de loyauté en échange de biens matériels, mais cet échange se fait seulement avec son clan ou avec des gens en qui les élites peuvent avoir confiance. Cela explique pourquoi les réseaux d'élites sont *de facto* ethniques, puisqu'il y a peu de mélanges familiaux entre les deux groupes ethniques du Kirghizistan (Entrevue A1, 10/2012).

Radnitz va par contre plus loin, il dit que ces réseaux s'étendent auprès de presque toute la population et qu'ils sont mobilisables facilement par les élites (Radnitz 2010). Cette étude avance au contraire que ces réseaux, bien que réels ne composent qu'un cercle de gens autour d'une élite, mais qu'ils ne s'étendent pas à toute la population. Ils sont mobilisables facilement, comme le dit Radnitz, mais ce n'est pas suffisant pour atteindre des masses de gens. D'ailleurs dans les entrevues menées auprès de membres de la communauté ayant été présente aux violences, ni les Kirghizes ni les Ouzbeks n'étaient capables d'identifier une figure d'autorité ou un patron de la communauté qui pourrait demander aux gens de se mobiliser. Lorsque la question a été posée au sujet de la

mobilisation et du regroupement communautaire au moment des violences, tous ont répondu que cela avait été fait par souci d'autoprotection et d'entraide (Entrevue U1 10/2012; Entrevue U2 10/2012; Entrevue U3 10/2012; Entrevue K1 11/2012; Entrevue K2 10/2012; Entrevue K3 10/2012; Entrevue K4 10/2012).

L'influence des élites kirghizes et l'étendue de leurs réseaux sont déterminées par un autre facteur, la division entre le nord et le sud du pays. Le Kirghizistan est divisé en deux par une énorme chaîne de montagnes nommées le Tian Shan. Vu que les réseaux d'élites sont basés en partie sur la géographie et la région, la façon dont le pays est coupé en deux par les montagnes du Tian Shan explique peut-être la division et la rivalité entre les deux régions.

Il existe de grandes différences d'opinions et d'attitudes politiques entre les élites et la population du nord et du sud du Kirghizistan (Ryabkov 2008). Le nord du pays est davantage russifié, en grande partie parce que l'administration soviétique y était située. C'est dans cette région, notamment dans la capitale qu'on retrouve la plus grande partie de la minorité russe qui est restée au pays suite à l'indépendance. Or c'est dans le sud du pays que se retrouve principalement la minorité ouzbèke du pays et c'est elle qui représente traditionnellement le groupe plus urbain dans cette région. Ainsi, bien que les Ouzbeks ne représentent que 14% de la population totale, ils sont majoritaires dans certaines grandes villes du sud, dont Osh où ils sont 50% contre 39% de Kirghizes et Djalalabad à 43% contre 41% (Bond et Koch 2010). Les Kirghizes du sud sont historiquement plus ruraux, mais ils ont aujourd'hui une forte présence dans les grands centres urbains résultant d'un exode rural très récent, c'est-à-dire depuis l'indépendance (Ferrando 2010). Durant l'occupation soviétique, les élites du nord avaient donc davantage d'affinités avec les dirigeants russophones et c'est ainsi qu'elles ont réussi à bâtir des réseaux plus influents. C'est pourquoi au moment de l'indépendance, les réseaux d'élites du nord étaient bien implantés dans

les organes administratifs et le nord pouvait donc davantage promouvoir ses intérêts politiques et économiques (Bond et Koch 2010).

Le président Akaev était du nord. Vu le système d'échange d'influence au Kirghizistan, il fallait absolument être dans le réseau d'Akaev pour accéder à des postes importants au sein de l'État de même qu'au monde des affaires. Comme ces réseaux ont un élément régional et familial, les élites kirghizes du sud étaient exclues des avantages dont bénéficiaient les élites du cercle d'Akaev. Au moment du renversement d'Akaev, une bonne partie des manifestants provenaient du sud et le fait de nommer Bakiev, un natif du sud, à la présidence intérimaire était une forme de compromis des élites politiques qui se disaient que le sud resterait calme. Durant la présidence de Bakiev, le système de vente de poste et d'échange d'influence avec ses proches et les membres de son réseau a grandement favorisé les élites kirghizes du sud. Lorsqu'il a été défait, c'était en grande partie par une coalition des partis d'opposition et donc des élites kirghizes du nord du pays. Les élites du sud qui pendant les années de Bakiev ont bénéficié de postes d'administration et d'avantages commerciaux inusités se sont donc senties écartées du pouvoir par cette révolution (Bond et Koch 2010; Engvall 2011; Radnitz 2010). L'entrevue de terrain auprès d'une universitaire ayant étudié la question révèle même qu'aucune ouverture publique envers les élites kirghizes du sud ne s'est faite de la part du gouvernement de coalition, ce qui a juste accentué l'écart du pouvoir de ces premières (Entrevue A5, 10/2012).

Afin de dresser un portrait complet de la situation des élites kirghizes et ouzbèkes au Kirghizistan, il faut aussi absolument décrire leur implication dans le crime organisé et le trafic de drogue. Le sud du pays est effectivement une plaque tournante du commerce illicite d'opiacés provenant de l'Afghanistan et se dirigeant vers la Russie (Office des Nations Unies contre la

drogue et le crime 2013). La mauvaise protection des frontières et l'extrême corruption des organes étatiques font que la région est un terrain fertile pour ce commerce (Lewis 2010; Madi 2010).

Les membres du crime organisé dans cette région sont suffisamment influents pour s'impliquer dans la vie publique en occupant des postes majeurs de l'administration et même en se faisant élire comme députés. Ils se servent ensuite de leurs ressources provenant de la vente de drogues pour maintenir leur popularité dans la population et pour donner des avantages à leurs réseaux d'influence. Ainsi plusieurs personnalités publiques d'importance dans le pays sont des membres connus du crime organisé ou alors elles maintiennent des liens avec le crime organisé (Bond et Koch 2010; Ceccarelli 2007; Cornell et Swanström 2006; S. E. Cornell 2006; International Crisis Group 2010). C'est d'ailleurs le cas pour les Bakievs qui se sont énormément enrichis durant leur présidence en partie grâce aux profits du crime organisé (Collins 2011; Cooley 2010; Huksey and Iskanova 2011; International Crisis Group 2010; Lewis 2008; Marat 2006).

Le cas de Bayaman Erkinbayev est un exemple probant de l'ampleur avec laquelle les mondes politique et criminel peuvent être imbriqués. Parlementaire élu pour la première fois dans les années 90, il a été à la tête du plus important réseau de trafic de stupéfiants dans le sud du pays et il aurait ainsi amassé une véritable fortune personnelle. Il a donc été capable de financer plusieurs projets sociaux; distribution de charité, construction de mosquées, de routes, de réseaux électriques et surtout financement de clubs d'arts martiaux. Lors de la révolution des tulipes de 2005, il a été très actif dans le mouvement, il envisageait même être le prochain président avant d'appuyer Bakiev. Une de ses actions importantes durant la révolution était de mobiliser des membres de ses clubs d'arts martiaux pour occuper des immeubles gouvernementaux. Il s'est finalement fait assassiner pour des causes prétendument liées au crime organisé, suite à la prise de pouvoir de Bakiev en 2005 (S. E. Cornell 2006 ; Marat 2006).

Il faut donc retenir que les intérêts des élites de tous les groupes ethniques sont protégés par des réseaux d'influence centrés autour de liens claniques et de liens de corruption, qu'il existe une forte rivalité entre les élites kirghizes du nord et du sud et que les élites sont fortement impliquées dans le crime organisé. Ces réseaux ne s'étendent toutefois pas à une proportion aussi forte de la population que le prétend Radnitz.

Relations interethniques depuis l'indépendance

Un portrait des relations ethniques des années précédant les violences doit être fait ici afin de pouvoir analyser les facteurs ayant pu causer l'agression. Avant l'époque soviétique, le Kirghizistan et les autres pays d'Asie Centrale n'étaient pas divisés selon les critères de frontières européennes. En fait, l'Asie Centrale et particulièrement le Kirghizistan avaient plusieurs peuples nomades qui vivaient sans frontières définies. Avec la domination de l'Union soviétique, la région a été divisée en Républiques socialistes et des groupes ethniques ont été choisis comme nations titulaires. Le tracé des frontières ne s'est donc pas fait selon une logique territoriale ou ethnique, mais selon les considérations stratégiques de Staline qui cherchait à diviser les groupes ethniques. C'est ce qui explique qu'au sud du pays, le Kirghizistan ait une aussi forte minorité ouzbèke (Luong 2004; Mellon 2010; Roy 1997).

Durant la présidence d'Akaev, malgré le slogan *Kyrgyzstan our common home*, le pays faisait face à une édification nationale centrée autour de la nation titulaire kirghize. Ainsi, la minorité ouzbèke a en grande majorité été écartée des organes du pouvoir. Pour compenser le manque de représentation dans les organes de l'État, les Ouzbeks en sont venus à se fier à leurs associations culturelles, les *Uzbeks National Cultural Centers* (UNCC) pour exprimer leurs

revendications (Kellner-Heinkele et Landau 2012; Laruelle 2012; Mellon 2010). Un exemple de revendication historique qui n'a jamais vu le jour est une reconnaissance de l'ouzbek comme langue officielle (Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). Les dirigeants de ces organismes sont souvent de puissants hommes d'affaires ouzbeks qui ont fait leur fortune en saisissant les organes de l'État privatisés à l'indépendance, à l'image des nouveaux riches russes. En utilisant leurs immenses ressources, ils ont su se positionner comme les bienfaiteurs de la minorité ouzbèke et ainsi ils ont pu bâtir des réseaux clientélistes au sein de cette communauté. Un des dirigeants de l'UNCC d'Osh et un acteur important du conflit, Kadyrjan Batyrov a par exemple fondé une université de l'Amitié des Peuples de même que d'autres institutions scolaires servant à enseigner la langue ouzbèke (Ferrando 2012; Fumagalli 2007; Laruelle 2012).

Sous Akaev, les associations culturelles ont maintenu de bonnes relations avec le chef d'État; les dirigeants d'UNCC jugeaient qu'il était plus sage d'éviter la confrontation avec le président et ils voyaient des bénéfices personnels à la collaboration. Pour Akaev, puisque les Kirghizes du sud n'appuyaient pas un président du nord, ces échanges avec les Ouzbeks étaient bénéfiques parce que ceux-ci représentaient la majorité de la population dans les principales villes du sud et c'était donc sa manière d'avoir des appuis dans la région (Ferrando 2010; 2012; Fumagalli 2007). Fumagalli ajoute que ces échanges formels et informels entre les représentants ouzbeks et le président seraient ce qui explique l'absence de conflit ethnique pendant la présidence d'Akaev (Fumagalli 2007).

Il est aussi essentiel de mentionner que cet échange a apporté quelques succès pour les associations ouzbèkes. Un des succès notoires est la création d'un centre de création de livres d'apprentissages pour les écoles de langue ouzbèke, centre reconnu et supporté par l'État. Le deuxième succès majeur est la création de l'université Kirghize-Ouzbèke à Osh, cette institution a

elle aussi contribué à créer des livres ouzbeks. Un dernier exemple est le maintien d'un théâtre qui présente des pièces en ouzbek alors que les autorités centrales avaient essayé de le forcer à présenter des pièces en kirghize (Ferrando 2012; Kellner-Heinkele et Landau 2012).

Après avoir pris le pouvoir en 2005, les avantages évidents qu'accordait Bakiev aux élites kirghizes du sud ont accentué les divisions régionales dans le pays. Ses appuis étant du sud d'où il était originaire, en sécurisant les intérêts des élites du sud, il renforçait par l'occasion son pouvoir et son emprise sur le pays. Or les intérêts des élites du sud allaient à l'encontre des élites ouzbèkes puisque celles-ci étaient perçues comme les alliées du nord sous Akaev et les sudistes voulaient accaparer les richesses qu'elles contrôlaient. Le discours et les politiques de Bakiev étaient par conséquent plus nationalistes et beaucoup plus favorables au groupe titulaire. Le Kirghizistan est donc officiellement passé de la terre commune à la terre des Kirghizes (Bond and Koch 2010; Ferrando 2010; 2012; Laruelle 2012).

En conséquence, les liens qu'entretenaient les associations culturelles et les groupes ouzbeks avec le centre ont été coupés et leurs revendications ont été encore davantage mises de côté. Une nouvelle génération de dirigeants plus revendicateurs a donc émergé dans les associations culturelles ouzbèkes. Kadyrjan Batyrov était de cette génération. Ceux-ci n'hésitaient pas à faire des demandes plus radicales, comme exiger le statut de langue officielle pour l'ouzbek et ils faisaient des démonstrations publiques de leur désaccord avec le régime. Ces personnalités étaient déjà actives auparavant, leur scission avec les dirigeants précédents provenait de leur désaccord par rapport au niveau d'activisme requis, elles accusaient la vieille garde d'être trop conciliante avec le régime. Cette position est devenue davantage pertinente et populaire avec le nouveau climat politique du régime de Bakiev puisqu'il n'était pas aussi conciliant qu'Akaev. Ainsi, les associations ouzbèkes sont passées d'une ère de négociation à une ère de mobilisation

et d'ailleurs en mai 2006, le premier rassemblement public ouzbek depuis 1990 a eu lieu pour revendiquer davantage de représentation au gouvernement. (Ferrando 2012; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011)

La transition d'un climat de relations d'échange mutuellement bénéfique sous Akaev à celui d'absence totale d'échange sous Bakiev a également été décrite par plusieurs entrevues de terrain. Dans une entrevue, il est dit : « When Bakiev came to power, they wanted to show off that they wanted to do something for Kyrgyzstan, for the Kyrgyz Language » (Entrevue A4 10/2012). C'est pourquoi, selon cet universitaire, des politiques linguistiques plus restrictives ont été mises en place. Lors d'un autre entretien, un expert d'une université d'Osh a décrit comment les Ouzbeks comptent sur l'appui des Kirghizes du nord pour obtenir les concessions qu'ils demandent et c'est donc pourquoi ils avaient une bonne relation avec Akaev (Entrevue A9 10/2012). Tandis que d'autres entrevues démontrent que suite à la révolution de 2005, les Ouzbeks se faisaient étouffer et que le clan Bakiev essayait de prendre le contrôle de leurs commerces et de leurs actifs (Entrevue O2 11/2012; Entrevue O4 11/2012).

Une partie fondamentale du renouveau nationaliste durant la présidence de Bakiev était la rhétorique d'un Kirghizistan menacé de toute part et d'une ethnie kirghize en voie de disparition. (Laruelle 2012). La proximité des Ouzbeks avec la frontière de l'Ouzbékistan représente une menace grave selon ce discours; il y a une crainte que la minorité ait des visées irrédentistes. Ainsi, ce discours dénonce la menace que représentent les visées séparatistes des Ouzbeks du sud, qui souhaiteraient rattacher leur portion de territoire à leur État titulaire. Cette peur provient également du fait que l'Ouzbékistan d'Islam Karimov est un des États les plus puissants de la région, il y a donc une peur que celui-ci veuille venir en aide militairement aux Ouzbeks du Kirghizistan. Puisque depuis le début de la présidence de Bakiev les organisations ouzbèkes se mobilisent pour

faire des demandes en faisant des démonstrations publiques et que ceci n'était pas arrivé depuis 1990, cette peur que la minorité se soulève en était alimentée. Dans les faits, Tachkent n'a jamais exprimé le désir de prendre ces terres pour les intégrer à son territoire et elle se souci en fait bien peu des groupes minoritaires voisins. De plus, aucune mention publique de séparation territoriale n'a été faite par des Ouzbeks durant les violences et les années qui les ont précédées (Ferrando 2010; Laruelle 2012).

À cause de leur passé sédentaire et commercial, un autre stéréotype commun au sujet des Ouzbèks est qu'ils sont plus riches que les Kirghizes. C'était effectivement vrai au début de l'indépendance lorsque la proportion des Ouzbeks sous le seuil de la pauvreté était inférieure à celle des Kirghizes. Par contre, cette réalité a aujourd'hui changé, les Kirghizes sont devenus plus urbains qu'auparavant, bien qu'ils soient toujours minoritaires dans les villes du sud, la différence économique est beaucoup moins prononcée. Par ailleurs, la tendance de richesse s'est aussi renversée, puisqu'il y a maintenant 55% des Ouzbeks qui sont sous le seuil de la pauvreté, selon la banque mondiale, contre 39,4% en 1993, alors que ce taux a légèrement diminué chez les Kirghizes (Laruelle 2012).

La société kirghize est donc fortement marquée par les réseaux d'influence de ses élites autant ouzbèkes que kirghizes. Ces réseaux s'étendent dans les organes administratifs, politiques et même criminels. Les relations entre les élites kirghizes sont marquées par une forte rivalité entre le nord et le sud du pays et les relations entre la majorité kirghize et la minorité ouzbèkes sont aussi fortement influencées par cette rivalité régionale. Comme il sera démontré dans la section suivante, ces relations de pouvoir ont eu une incidence indéniable sur l'éclatement des violences de juin 2010.

3.2 Violences de juin 2010

Tensions

Durant la période entre la révolution du 07 avril et le début des violences au 10 juin 2010, plusieurs éléments ont contribué à augmenter la tension dans la société du sud Kirghizistan. Des événements qui n'étaient pas directement liés à une dispute interethnique, mais plutôt à des activités criminelles ont effectivement créé un climat d'insécurité. Des actions de politiciens ou d'acteurs ethniques ont ensuite alimenté ces tensions et l'interprétation ethnique qui a été donnée publiquement à certains incidents a incité la haine et la suspicion. Par la suite, des provocateurs ont accentué les peurs de chacun des groupes pour en arriver finalement à une explosion de violence. La montée des tensions était donc attribuable à une combinaison d'actions du monde interlope et du monde public des politiciens ou des acteurs d'importance. Les liens déjà illustrés entre ces deux mondes laissent toutefois penser que les figures d'autorités publiques n'étaient pas étrangères aux gestes du crime organisé.

Pour comprendre le climat d'insécurité qui régnait, il faut avant tout savoir que suivant le renversement de Bakiev, une absence marquée d'autorité du gouvernement central s'est fait sentir au sud. Le président Bakiev était l'homme du sud et la révolution était vue comme étant principalement nordique, voulant dire que ce sont les partis politiques et les Kirghizes du nord qui voulaient voir partir le président. Ainsi, au sud, les gouverneurs régionaux, les administrateurs et autres figures d'autorité gouvernementales étaient mis en places par la famille Bakiev et parfois ils en étaient même issus. Ils étaient donc loyaux à Bakiev et ils n'avaient aucun intérêt à ce qu'il quitte le pouvoir. Les administrateurs principaux, incluant les chefs de police, ne collaboraient

donc pas avec le gouvernement de transition et ils espéraient le retour de Bakiev (Müllerson 2011) (Matveeva, Savin et Faizullaev 2012). Ils se souciaient donc d'assurer leurs propres intérêts plutôt que de maintenir l'ordre et de rassurer le public. De plus, la coalition menée par Rosa Otunbaeva travaillait pour mettre en lumière les crimes de Bakiev et réapproprier pour l'État de l'argent perdu à la corruption, ce qui allait directement à l'encontre des intérêts des dirigeants pro Bakiev du sud (Collins 2011).

Par ailleurs, la coalition des partis d'opposition qui a formé le gouvernement provisoire à Bichkek était unie seulement par l'objectif de se défaire du président. Une fois que celui-ci est parti et que le gouvernement de transition a été mis en place, les divisions profondes au sein de celui-ci se sont fait sentir. Les différents partis composant la coalition se sont attaqués entre eux dans les médias et plutôt que de tenter de rebâtir le pays, ils travaillaient eux aussi à assurer leurs propres intérêts dans le nouvel ordre à venir. Cette discorde a été la source d'une perte d'autorité importante pour ce gouvernement. De plus, à cause de ces luttes internes, le gouvernement de transition n'a jamais donné de message clair au sud du pays. L'absence de communication de la part du gouvernement de Rosa Otunbaeva a donc laissé la voie libre aux politiciens du sud pour dire qu'ils étaient laissés à eux-mêmes et qu'ils étaient victimes d'un complot du nord (International Crisis Group 2010a; 2010b).

Un commentaire d'une universitaire de Bichkek passée en entrevue démontre également le manque de légitimité et de contrôle que le gouvernement de transition avait au sud. Elle explique qu'ils n'avaient pas de légitimité morale pour gouverner au sud et qu'en plus ils n'avaient pas émis de message pour rejoindre cette portion du pays: « they didn't give a statement saying they live in a multicultural country to avoid clashes to show that everyone is welcome. It was like a message, the absence of message was a message. They couldn't control the situation in the region because

of illegitimate situation. » (Entrevue A5 10/2012). Elle ajoute qu'ils n'ont pas non plus parlé aux gens du sud pour leur dire qu'ils n'étaient pas à blâmer pour Bakiev, qu'ils n'étaient pas exclus, ils ont complètement évité d'aborder ce problème.

Pour ajouter à cela, la police et l'armée ne travaillaient pas non plus à rétablir l'ordre. Une première explication est que la police était démoralisée à cause du rôle qu'on lui a attribué dans la révolution. Durant les manifestations, elle a effectivement participé à la répression à l'encontre des protestataires et donc à la tuerie de manifestants qui a eu lieu. En condamnant l'administration de Bakiev, le gouvernement de transition a par la même occasion condamné cette sanglante répression, par contre il n'a pas réhabilité publiquement les forces de sécurité et celles-ci étaient donc *de facto* associées à cet épisode. De plus, des membres des forces policières ont été tués par la foule durant les manifestations. Donc, les forces policières ont perdu de leurs membres et elles ont été désavouées par le gouvernement de transition. Elles n'étaient donc pas loyales à la nouvelle autorité centrale et il n'était pas clair qu'elles travailleraient pour l'aider à assurer l'ordre (International Crisis Group 2010). Cette démoralisation a aussi été relevée par une des entrevues de terrain avec un travailleur d'ONG (Entrevue O7 11/2012).

La loyauté envers Bakiev des administrateurs alimentait donc la résistance à l'autorité du gouvernement central de transition. De plus, tout comme Bakiev, ces dirigeants étaient impliqués dans le crime organisé et à plusieurs occasions les forces policières ont participé à des activités d'extorsion en accompagnant des criminels durant cette période (International Crisis Group 2010). Les liens entre la police et le crime ont déjà été décrits plus haut, mais plusieurs des témoignages recueillis pour cette étude font également état de l'implication de la police dans le crime organisé et de ses gestes criminels durant cette période (Entrevue A7 10/2012; Entrevue A9 10/2012; Entrevue O1 11/2012; Entrevue O3 10/2012; Entrevue O6 11/2012). Un témoin universitaire a

même révélé que les forces policières seraient comme un gang criminel (Entrevue A3 11/2012). Il y avait donc une absence marquée de l'État de droit et de l'autorité gouvernementale durant cette période.

Profitant donc de ce climat d'incertitude et de l'absence d'une autorité étatique claire, plusieurs acteurs ont commencé à agir afin d'accaparer des avantages politiques ou économiques, c'est notamment le cas des groupes criminels. Durant leur présidence, les Bakievs étaient impliqués dans le crime organisé et ils le régulaient. Lorsqu'ils ont perdu le pouvoir, les groupes criminels se sont donc activés pour protéger leurs acquis, mais aussi pour profiter de la situation. Dans le sud, puisque les criminels qui ont bien réussi sous Bakiev faisaient partie du réseau d'influence de cette famille, ils étaient surtout kirghizes. Les Ouzbeks comptaient des criminels organisés également, mais leur influence et leur pouvoir étaient beaucoup plus limités à cause de leur manque de contact avec la famille présidentielle et les pouvoirs publics. Les grands hommes d'affaires ouzbeks avaient la protection de leurs réseaux et de leurs propres groupes criminels durant cette période. Par contre, une grande partie des commerçants ou des hommes d'affaires ouzbeks de petite envergure dans Osh et Djalalabad étaient plus vulnérables face aux criminels kirghizes puisqu'ils ne bénéficiaient pas des mêmes ressources pour se protéger. Par la force même des choses, les activités criminelles avaient donc un caractère ethnique et les réseaux criminels ouzbeks et kirghizes s'affrontaient. Les criminels kirghizes et ouzbeks faisaient beaucoup d'activités d'extorsion où ils saisissaient des commerces à des prix ridicules, ou alors ils faisaient de l'extorsion en forçant des commerces à payer pour leurs services de protection. Puisque les forces policières étaient entièrement composées de Kirghizes et qu'en plus elles étaient complices des criminels, les commerçants ouzbeks ne sentaient pas qu'elles pouvaient les aider et ils devaient donc se débrouiller seuls (Matveeva, Savin et Faizullaev 2012; Kyrgyzstan Inquiry Commission

2011). Il y avait donc de l'animosité telle que décrite par Gurr pour les élites ouzbèkes puisque l'administration gouvernementale et les forces de l'ordre étaient monoethniques kirghize. La faiblesse de l'État de droit a également donné l'occasion aux élites des deux camps de se mobiliser pour saisir des avantages comme le décrit Laitin.

Le témoignage d'un travailleur d'ONG qui était proche des UNCC permet de comprendre davantage le climat compétitif du monde interlope durant cette période. Il dit que durant le règne de Bakiev, les leaders des groupes ouzbeks payaient pour la protection des groupes criminels. Dans les cas les plus extrêmes, certains payaient jusqu'à 300 000 ou 500 000\$ par année. Suite au renversement de Bakiev, les criminels ont profité de la situation et ils ont augmenté le tarif de protection. Ne voulant pas payer, certains leaders ouzbeks ont préféré s'entourer de leurs propres milices composées de groupes de sécurité privés ou de jeunes provenant de leurs clubs d'arts martiaux (Entrevue O6 11/2012). Ces milices ouzbèkes et les groupes criminels kirghizes avaient donc régulièrement de petites confrontations (Entrevue O6 11/2012; Entrevue O2, 10/2012).

Plusieurs sources et rapports font état du phénomène des clubs sportifs dans cette région. Lorsqu'un membre de l'élite en a les moyens, il est très commun qu'il fonde un club d'arts martiaux et qu'il paye pour y entraîner des jeunes. Par la suite, ces sportifs deviennent clients du fondateur du club et ils le servent comme fiers-à-bras (International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011; Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012; Ferrando 2010). Ces clubs sportifs sont une partie des milices dont se sont entourées les élites ouzbèkes et aussi une partie des groupes criminels autant ouzbeks que kirghizes.

Durant cette période, en plus des actions de groupes criminels, il y a eu une quantité accrue de crimes de petite envergure, souvent des histoires de batailles impliquant quelques personnes ou

des histoires de vol. Par contre, ces accrochages opposaient souvent les deux groupes ethniques et ils étaient très médiatisés, ce qui contribuait à cadrer la situation comme étant un conflit ethnique. Certains de ces événements ont dégénéré et ils ont ainsi atteint un niveau de visibilité encore plus important (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012). Un universitaire passé en entrevue donne un exemple d'une telle confrontation. Suivant un accident de voiture deux Kirghizes ont poursuivi des Ouzbeks qui sont allés se réfugier dans une communauté ouzbèke. Les deux Kirghizes ont continué à les poursuivre jusque-là et ils ont été battus par un regroupement d'Ouzbeks de la communauté. Un des deux poursuivants était par contre un fils de chef de police, le père est donc retourné dans la communauté accompagné de policiers en civil pour exiger qu'on lui livre les coupables et plusieurs personnes ont été battues à leur tour (Entrevue A9 10/2012).

La combinaison des actions du crime organisé, de la criminalité plus généralisée et de l'absence de réponse appropriée des forces de l'ordre a donc créé un climat d'insécurité profonde et la couverture médiatique de ces éléments a accentué l'interprétation de la situation comme étant des affrontements ethniques. En réponse à cette insécurité, les gens ont développé des méthodes de regroupement communautaires pour venir en aide à leurs connaissances qui pourraient être en difficulté. Des groupes de gens s'assemblaient rapidement grâce aux communications de cellulaires et certaines communautés ouzbèkes ont mis sur pied des patrouilles de bénévoles. En cherchant à aider et à défendre leurs membres, ces regroupements faisaient donc prendre rapidement de l'ampleur à de petites confrontations. Encore une fois, comme les communautés sont majoritairement monoethniques, par la force même des choses, les confrontations entre réseaux d'entraide opposaient souvent les Kirghizes aux Ouzbeks. C'est ainsi que dans les semaines précédant l'éclatement des violences du 10 juin, des confrontations interethniques de

plus en plus importantes émergeaient (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). Ici les gestes d'élites principalement criminels sont décrits, mais les élites criminelles peuvent très bien être impliquées dans la vie publique et dans l'administration. Ainsi, les élites kirghizes et ouzbèkes ont agi dans un contexte public et formel en plus d'agir dans l'ombre.

Suivant le renversement du régime de Bakiev, les UNCC ont aussi voulu saisir l'occasion de s'affirmer à nouveau et de faire des demandes pour la communauté ouzbèke. Parmi les leaders des groupes ouzbeks, celui qui a de loin été le plus vocal et le plus actif durant toute cette période était Kadyrjan Batyrov. Ce personnage a accumulé une fortune colossale dans la période de libéralisation économique suivant l'indépendance du pays et il l'a notamment utilisée pour fonder son université de l'Amitié des Peuples. En 2007, il a également fondé le parti Rodina en espérant se présenter aux élections législatives, mais l'administration de Bakiev l'a empêché de participer (International Crisis Group 2010). Batyrov a par ailleurs été une des premières personnalités ouzbèkes à s'entourer de sa propre milice pour éviter de se soumettre à la pression de groupes criminels kirghizes (Entrevue O6 11/2012). En effet, durant son entrevue, une travailleuse d'ONG a mentionné que durant cette période, son organisme a rencontré Batyrov dans son université et qu'il était entouré de gardes du corps armés de mitraillettes (Entrevue O3 10/2012). De plus, une autre entrevue a mentionné que suite au renversement d'Akaev, Batyrov aurait perdu plusieurs propriétés aux proches des Bakievs (Entrevue A8 11/2012). Ce fait est difficile à vérifier, mais si c'est vrai, ce n'est qu'une raison supplémentaire pour Batyrov de faire compétition aux élites criminelles de l'ère Bakiev.

Le 08 avril, le lendemain du renversement de Bakiev, Batyrov a fait un discours diffusé sur les chaînes de télévision ouzbèkes du Kirghizistan. Il a demandé au nouveau gouvernement d'être égalitaire et juste et il a affirmé que les Ouzbeks ne seraient plus de simples "observateurs des événements". Plus concrètement, il a demandé une révision constitutionnelle pour que la langue ouzbèke ait un statut légal dans les endroits à majorité ouzbèke. Cette demande a donné l'impression à plusieurs Kirghizes que Batyrov planifiait une séparation et une entente pour rejoindre l'Ouzbékistan, mais dans les faits aucun appel à la séparation n'a eu lieu dans ses discours (International Crisis Group 2010). Ce qu'il est important de retenir de cet événement est que pour la première fois depuis l'époque d'Akaev, une figure d'autorité ouzbèke réclamait des droits pour son groupe ethnique sur la place publique.

Suivant sa chute du 07 avril, Bakiev s'est réfugié dans sa ville natale de Djalalabad avec sa famille. Selon toute évidence, il cherchait encore à reprendre le pouvoir grâce à ses appuis dans le sud du pays, il a toutefois quitté le pays le 15 avril. Par contre, certains membres de sa famille sont restés et ils ont continué à travailler pour son retour. C'est ainsi que le 13 mai, des partisans de Bakiev ont brièvement saisi les bureaux de l'administration régionale de Batken dans le sud-ouest du pays, à Osh et Djalalabad. Ils ont rapidement perdu le contrôle de bureaux d'Osh et Batken, mais ils sont restés quelques jours à Djalalabad (International Crisis Group 2010; Collins 2011; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011).

Voyant à quel point son influence était limitée dans le sud et comment il perdait le contrôle de la région, le gouvernement provisoire a demandé de l'aide aux ennemis les plus évidents de Bakiev dans le sud pour reprendre le contrôle de la situation. Une entente a donc été secrètement passée entre le gouvernement de Rosa Otunbaeva et les leaders ouzbeks pour qu'ils soient les représentants du gouvernement dans le sud (Collins 2011; International Crisis Group 2010;

Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011; Matveeva, Savin et Faizullaev 2012). Beaucoup de pouvoirs ont d'ailleurs été accordés à Batyrov, un témoignage recueilli dit même qu'il aurait reçu carte blanche (Entrevue O6 11/2012). La perception rétroactive du témoin a été que Batyrov s'est servi de cette position avantageuse pour assurer ses intérêts et se bâtir une position plus importante dans la société.

Ainsi, le 14 mai 2010 une foule de 3000 personnes composée de partisans de Kadyrjan Batyrov et de Kirghizes menés par Omurbek Tekebaev, un politicien du gouvernement provisoire et donc du nord, s'est rassemblée. La foule était donc composée de membres du parti Rodina de Batyrov et de membres d'Ata-Meken de Tekebaev. L'alliance provenait du fait que Tekebaev était un politicien de la coalition gouvernementale et que Batyrov avait été mandaté par celle-ci pour combattre les partisans de Bakiev. Ce rassemblement a accentué l'impression déjà existante chez les élites kirghizes du sud que le gouvernement de coalition voulait les aliéner et vu que les élites ouzbèkes étaient alliées au gouvernement provisoire elles ont été vues comme leur ennemi par association. Ils ont agi pour protéger les intérêts du gouvernement provisoire et ils ont expulsé les partisans de Bakiev dans Djalalabad. Par contre, suivant cette expulsion, la foule s'est rendue aux résidences de la famille de Bakiev dans la petite ville voisine de Teyit et ils ont brûlé les propriétés de l'ancien président. Batyrov a catégoriquement nié avoir donné l'ordre de brûler ces propriétés et plusieurs témoignages disent que des criminels connus étaient sur les lieux des résidences et que celles-ci étaient déjà en train de brûler avant l'arrivée de la foule. Les témoignages ne spécifient pas qui étaient ces criminels (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012; International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011).

Malgré la présence à peu près équivalente de Kirghizes et d'Ouzbeks lors des événements de Teyit, les Ouzbeks ont été tenus responsables par le public au sud. Vu le climat d'insécurité déjà existant et le cadrage de tout trouble comme étant une confrontation interethnique par les médias, la présence de Batyrov et des Ouzbeks a été perçue comme un affront envers les Kirghizes et comme une première étape vers la séparation des Ouzbeks (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012; International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). Le lendemain de ces événements, à un rassemblement, Batyrov a fait un discours enflammé qui a fait très peur à beaucoup de Kirghizes du sud. Dans le discours, il a accusé les forces de l'ordre d'être incapables d'assurer la sécurité du pays, il a parlé de corruption, de démocratie de gouvernance et de l'époque de Bakiev, il n'a pas parlé de séparation, de violences ou fait des appels agressifs. Les sources disent toutes que ce qui a agité les Kirghizes était le ton du discours et le non-dit (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012; International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). Par exemple, il a dit que des gens se mobilisaient un peu partout dans le sud, ce qui a été interprété par la population comme signifiant que les Ouzbeks se mobilisaient. Une autre allusion qu'il a faite qui a été interprétée en ces termes était que les Ouzbèks ont été tenus sous silence pendant vingt ans. Les gens n'étaient effectivement pas habitués à voir une personnalité ouzbèke s'affirmer aussi agressivement. Ce discours a été diffusé sur des chaînes ouzbèkes basées à Osh, Osh TV et Mezzon TV, mais qui étaient également regardées par les Kirghizes. Les entrevues effectuées dévoilent que comparé à l'habitude de ces chaînes, aucun commentaire n'était émis à propos du discours et aucune analyse n'était présentée, il était complètement laissé à l'interprétation des téléspectateurs, ce qui était particulièrement inquiétant

pour une forte proportion de la population (Entrevue A4 10/2012; Entrevue O2 10/2012; Entrevue O3 10/2012; Entrevue O4 11/2012).

Les actions de Kadyrjan Batyrov sont probablement inspirées autant de ses ambitions personnelles et de sa propre compétition contre les groupes pro Bakiev que de son désir d'avancement de la cause ouzbèke. En d'autres termes, sa défense des Ouzbeks s'est faite en grande partie en combattant les Bakievs et leurs héritiers, mais ceux-ci étaient avant tout ses ennemis personnels. Le résultat de ses gestes et de ses discours revendicateurs du 08 avril et du 15 mai a été de causer une inquiétude profonde au sein de la population kirghize. Ceci a ramené de l'avant la question ethnique et a renforcé la perspective ethnique des violences et des désordres de cette période. Ce qui était en fait de la criminalité qui affectait tout le monde a commencé à être médiatisé davantage lorsqu'il y avait confrontation entre Ouzbeks et Kirghizes (Freedom House, Memorial Human Rights Center, Norwegian Helsinki Committee 2012; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011).

Les gestes de Batyrov ont eu deux autres effets dans l'opinion publique qui ont autrement exacerbé les tensions. Premièrement, l'alliance de Batyrov avec les autorités du nord du pays a donné à certains l'impression qu'il y avait un complot pour écarter le sud du pouvoir à Bichkek. Donc, cela a grandement accentué l'idée selon laquelle Bichkek ne se souciait pas du sud et les politiciens du nord ne voulaient que protéger leurs intérêts, donc le manque d'autorité et de légitimité du gouvernement central s'est empiré dans la région. Par ailleurs, le deuxième effet très dévastateur a été de donner l'impression aux Kirghizes du sud que les Ouzbeks se préparaient à se séparer et à rejoindre l'Ouzbékistan. Probablement que les gens ne pensaient pas que le gouvernement de Bichkek, du nord, se souciait de perdre une portion de territoire aux Ouzbeks dans le sud du pays.

La peur du séparatisme ouzbek est une thématique qui revient constamment dans toutes les sources, mais également dans une grande partie des entrevues effectuées sur le terrain. Des phrases telles que «The uzbeks were preparing something» étaient fréquemment entendues et la peur du séparatisme était répandue dans toute la ville à Osh et Djalalbad (Freedom House, Memorial Human Rights Center, Norwegian Helsinki Committee 2012; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). Un exemple de la paranoïa populaire à l'endroit des Ouzbeks provient d'une des universitaires d'Osh, interrogée pour cette étude. Elle racontait que des gens qu'elle connaissait avaient été cachés par des voisins ouzbeks qui prévoyaient que les violences allaient atteindre leur district. En entrevue, l'universitaire s'est servie de cette histoire pour conclure que les Ouzbeks étaient au courant qu'il allait se passer quelque chose et même qu'ils planifiaient des violences (Entrevue A8 11/2012). Évidemment, il est difficile de valider cette conclusion uniquement grâce à ce geste des voisins, mais cela illustre la peur et l'irrationalité de cette période et cela montre à quel point il y avait une réelle peur d'un soulèvement ouzbek. Similairement, un villageois kirghize a révélé en entrevue qu'il pensait que les Ouzbeks étaient au courant d'un plan de soulèvement parce que les deux infirmières ouzbèkes du village sont parties peu de temps avant les violences (Entrevue K2 10/2012). L'ensemble des études et des rapports officiels s'accordent par contre pour dire que malgré l'inquiétude très répandue que les Ouzbèks se séparent, il n'y avait aucune demande allant dans ce sens et aucun groupe et aucune élite ouzbèk n'avait exprimé un tel désir (Ferrando 2010; Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012; International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011; Matveeva, Savin et Faizullaev 2012).

La peur du séparatisme était par contre amplifiée par la proximité des grandes villes du sud avec la frontière de l'Ouzbékistan. Ainsi, plusieurs entrevues ont mentionné que les gens

craignaient une intervention des forces militaires et surtout de l'aviation du président de l'Ouzbékistan, Islam Karimov. Dans les faits, Karimov n'est pas intervenu dans le conflit. Il s'est simplement contenté d'accepter des femmes, des enfants et des aînés comme réfugiés et il a renvoyé ceux-ci au Kirghizistan peu de temps après la fin des violences (Ferrando 2010; International Crisis Group 2010).

Le climat d'insécurité résultant des activités criminelles accrues et de la faiblesse de l'État dans le sud Kirghizistan a donc mené les gens à se regrouper dans leurs quartiers et leurs cercles de connaissances pour se protéger. Puisqu'il y a peu de mélanges interethniques dans ces quartiers (Entrevue A1 11/2012; Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012), par la force même des choses ces groupes de protection se sont formés avec des frontières ethniques. Cela a donc contribué à faire voir les troubles sous une optique de confrontation identitaire à la population. Les actions qu'a entreprises Kadyrjan Batyrov et le gouvernement provisoire pour empêcher un retour de Bakiev et de ses alliés ont ensuite accentué cette impression auprès de la population. Par contre, les enjeux spécifiques que Batyrov a soulevés dans ses discours ont eu peu d'impact chez beaucoup des gens qui ont participé aux violences ou qui les ont subies. Ils cherchaient donc davantage à se préserver face aux menaces potentielles.

Ainsi, des enjeux de nationalisme ethnique, de représentation ou de droits linguistiques ont été mentionnés dans les entrevues effectuées auprès d'universitaires ou de travailleurs d'ONG. Par contre, plusieurs travailleurs d'ONG ont aussi mentionné que ces enjeux n'étaient pas un souci pour les gens. La population s'inquiétait généralement davantage de son accès aux besoins de base et durant cette période elle se souciait de sa sécurité (Entrevue O3 10/2012; Entrevue O4 11/2012). En effet, dans les entrevues qui ont été faites auprès des Kirghizes et des Ouzbeks dont les

communautés ont été frappées par ces violences, tous les témoins disent que ces enjeux ne les ont pas concernés, plusieurs n'étaient même pas au courant de l'existence de ceux-ci. Les thèmes qui reviennent sont plutôt les diverses façons que l'autre groupe représentait une menace. Ce danger pouvait être perçu par le sentiment chez les Kirghizes du sud que les Ouzbeks préparaient quelque chose et selon les entrevues de terrain par tous les médias qui diffusaient des nouvelles d'affrontements ou des images d'armements et de violences (Entrevue K2 10/2012; Entrevue K3 10/2012; Entrevue K4 10/2012; Entrevue U1 10/2012; Entrevue U2 10/2012).

Les groupes de criminels avaient toutefois beaucoup à gagner de violences potentielles et de mobilisations de population suivant les appartenances ethniques. Puisque les groupes rivaux étaient eux-mêmes organisés selon ces appartenances, une confrontation entre les Ouzbeks et les Kirghizes donnerait au vainqueur un poids plus important pour saisir les actifs de ses rivaux. De plus, le chaos d'un conflit violent et la distraction des forces de l'ordre que cela cause donnent une liberté d'action évidente aux criminels. Ainsi, en plus du climat d'insécurité, plusieurs témoignages de même que plusieurs rapports officiels notent la présence de provocateurs avant et durant les violences. L'un des membres d'une *mahalla* ouzbèke avait mentionné la venue de gens que personne ne connaissait dans la communauté, qui semblaient venir d'une autre ville et qui essayaient d'encourager les gens à se battre pour reprendre Osh et pour empêcher les Kirghizes de leur arracher leur ville (Entrevue U2 10/2012). De plus, lors des rassemblements ayant abouti aux affrontements du 10 juin, la présence de provocateurs qui semblaient venir de clubs sportifs est mentionnée par plusieurs travailleurs d'ONG de même que par des rapports officiels (Entrevue O3 10/2012; Entrevue O5 11/2012; Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012). L'appartenance des clubs sportifs aux réseaux d'élites et aux réseaux criminels de même que la présence de provocateurs inconnus dans les communautés laisse donc

suggérer que les élites auraient encouragé la confrontation en envoyant des provocateurs. Il n'est malheureusement pas possible d'identifier spécifiquement quelles élites auraient commis ces gestes ni de quel groupe ethnique elles provenaient. Par contre, avec les faits observés jusqu'à maintenant, il semblerait que les élites des deux camps se sont impliquées.

Violences

Le déclencheur des violences du 10 au 15 juin était une simple bataille nocturne à la sortie d'un petit casino au centre d'Osh, proche de l'Université et du marché. Engagés dans une bagarre nocturne contre des Kirghizes, de jeunes Ouzbeks ont contacté des amis pour les aider. Les réseaux de communication et d'auto protection ont donc fait diffuser la nouvelle que de jeunes Ouzbeks avaient besoin d'aide et au courant de la nuit une foule de 1500-3000 Ouzbèks s'est rassemblée autour du casino (Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011).

Par la même occasion, une plus petite foule de Kirghizes s'est rassemblée grâce au même mécanisme. Il est essentiel de mentionner qu'à cause de la proximité entre le casino et les dortoirs de l'université, la foule assiégeait le dortoir. Des rumeurs de viols d'étudiantes kirghizes se sont propagées, ce qui a accéléré et amplifié la mobilisation de Kirghizes en réponse à ce rassemblement. Bien que plusieurs incidents de viols aient eu lieu durant les violences, tous les rapports officiels s'accordent par contre pour dire qu'à cet instant-là, les rumeurs n'étaient pas basées sur une réalité (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012, 14-65; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). Cette mobilisation s'apparente par contre aux mécanismes d'autodéfense communautaires décrits plus haut; des gens de plusieurs

communautés se sont joints pour se protéger parce qu'ils savaient que les forces de l'ordre ne seraient d'aucune aide.

Il semblerait que la foule ouzbèke n'avait pas de meneurs clairs. Diriger la foule ou négocier avec aurait donc été difficile puisque le rassemblement était spontané et plusieurs gens n'en connaissaient pas la cause, ils étaient simplement venus par solidarité parce qu'ils s'étaient fait dire que des Ouzbeks étaient en danger. Par contre, plusieurs témoignages de la police et de la foule rapportent qu'une cinquantaine d'Ouzbeks habillés en noir étaient présents et ils agitaient la foule pour l'inciter à la confrontation avec les Kirghizes. Il y aurait également eu des Ouzbeks qui menaient plusieurs attaques violentes qui n'étaient pas d'Osh, ce qui peut être reconnu par l'accent. La présence de provocateurs étrangers se rapproche du témoignage de l'entrevue U2 qui dénonce la venue de tels personnages dans une *mahalla* (Entrevue U2 10/2012). Par ailleurs, plusieurs personnalités reconnues du crime organisé étaient également présentes ce qui laisse suggérer leur implication dans l'agitation de la foule (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012, 14-65). Le rapport de Freedom House et al. ne spécifie toutefois pas l'appartenance ethnique ou l'identité de ces criminels.

Seulement une cinquantaine de policiers s'est rendue sur les lieux de l'agitation. Puisque les forces de l'ordre étaient insuffisantes et qu'elles n'avaient aucune formation et aucun matériel pour le contrôle de foule, elles étaient prises au dépourvu et elles n'ont pas été capables d'agir de façon appropriée. Selon leur rapport, les forces policières auraient tiré en l'air pour tenter de disperser la foule. D'autres témoignages racontent par contre qu'elles ont tiré sur la foule, il est par ailleurs indéniable qu'il y a eu des morts par balle cette nuit-là dans la foule ouzbèke, malheureusement il est difficile de connaître la provenance précise de ces balles. Dans tous les cas, le fait d'avoir tiré des coups de feu a seulement servi à enrager une foule déjà très agitée. Perdant le contrôle de la

situation, les forces de l'ordre ont été obligées de quitter les lieux. Plutôt que tenter de contrôler la foule, une part importante des forces de l'ordre a été affectée à la protection des immeubles gouvernementaux et la résidence du gouverneur (Freedom House, Memorial Human Rights Center, Norwegian Helsinki Committee 2012, 14-65; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011).

Les regroupements kirghize et ouzbek étaient donc dans une situation de dilemme de sécurité comme il a été discuté dans le chapitre précédent. La notion du dilemme de sécurité se rapporte davantage au climat général et à l'ensemble de la société dans cette région, mais les événements de cette nuit ont été l'élément déclencheur qui a fait passer la situation à un stade violent. De plus, les événements de la nuit ressemblent fortement à leur propre dilemme de sécurité; deux groupes qui se craignent, mais qui se sont rassemblés pour se protéger et des gestes de provocateurs alimentés par des coups de feu qui déclenchent l'affrontement.

La foule ouzbèke hors de contrôle s'est propagée dans la ville en détruisant et en s'attaquant aux commerces kirghizes dans son chemin. Des Kirghizes ont également été battus à mort par la foule et plusieurs voitures de police ont été brûlées. Durant les quatre jours de ces événements, des policiers ont par ailleurs perdu la vie, un chef de police s'est même fait décapiter par la foule.

En réponse aux violences ouzbèkes et surtout en réponse aux rumeurs de viols, des foules kirghizes se sont sporadiquement rassemblées et ont confronté les Ouzbeks. Ces regroupements kirghizes se sont aussi mobilisés grâce à des communications cellulaires. Des étudiants, alarmés par la foule à l'extérieur de leur dortoir, ont appelé leurs parents pour s'assurer que ceux-ci feraient intervenir la police. Plusieurs de ces parents venaient de villages avoisinants Osh et ils ont rassemblé les gens de leur communauté pour les aider à aller protéger leurs jeunes. Durant toute la nuit du 10 juin, il y a donc eu un mouvement de Kirghizes ruraux et urbains vers le centre d'Osh (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012). Tout

comme les Ouzbeks qui ont répondu à l'appel, ces Kirghizes n'avaient pas l'intention de mener les choses aussi loin qu'elles ont été, mais une fois sur les lieux, la mentalité de la foule et la violence à laquelle ils ont été confrontés les ont menés à devenir violents. Les entrevues auprès de Kirghizes ruraux qui étaient présents durant les violences confirment cette interprétation. Ils disent qu'ayant entendu que des étudiants se faisaient attaquer, comment ne pouvaient-ils pas intervenir et aller les aider. Ils disent de plus être allés avec du pain et de l'eau parce qu'ils se disaient que les gens en auraient besoin, mais qu'une fois sur place les villageois sont devenus agressifs à cause de la situation (Entrevue K2 10/2012; Entrevue K3 10/2012; Entrevue K4 10/2012).

Durant les journées qui ont suivi, les quartiers ouzbeks ont érigé des barricades improvisées à l'entrée des *mahallas* et ils se sont regroupés pour se défendre. Un des Ouzbeks passés en entrevue a fait la description de regroupements armés à l'entrée de tous les quartiers autant ouzbeks que kirghizes (Entrevue U1 10/2012). Il y avait donc des groupes armés qui se faisaient face et des provocateurs qui étaient encore actifs et qui pouvaient les inciter à s'affronter.

Ce qui a beaucoup aggravé les choses est que les foules de Kirghizes ont obtenu des armes. Un témoin visité dans le cadre de cette étude dit que son employé a filmé des policiers en train de distribuer des armes aux foules (Entrevue O6 11/2012). Les rapports officiels décrivent également plusieurs situations où des politiciens et des policiers auraient donné des armes aux foules ouzbèkes (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012; International Crisis Group 2010). Ils rapportent également plusieurs moments où des postes de police et des entrepôts d'armes militaires ont été envahis par les foules et que celles-ci ont saisi des armes qui encore aujourd'hui n'ont pas été récupérées. Au moment de ces saisies, les rapports mentionnent par contre que les forces de l'ordre n'ont pas opposé de résistance. Certains

témoignages ajoutent même que l'abandon de matériel militaire se serait fait de façon volontaire par les forces de l'ordre (International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011).

Parmi les armes qui ont été volées, il y avait également deux véhicules blindés militaires armés de mitrailleuses de haut calibre. Ces véhicules auraient été volés par une foule armée, par contre durant les violences ils ont été vus avec des soldats et des civils armés assis dessus (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012). Ainsi, bien que certains rapports priorisent le vol d'armements par la foule et la passivité des forces de l'ordre, (Freedom House, Memorial Human Rights Center et Norwegian Helsinki Committee 2012) il est indéniable que certains groupes militaires et policiers ont eu une part active dans le conflit et qu'ils ont aidé les foules kirghizes. D'autres témoignages ont vu des militaires aider les foules à s'organiser et se mettre à l'avant des groupes de marche. Les gestes de plusieurs commandants militaires et policiers ont été condamnés par les rapports officiels, notamment parce qu'ils ont abandonné leur autorité pendant un temps de crise (International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). L'entrevue d'un travailleur d'ONG, interrogé dans le cadre de cette étude, mentionne par ailleurs que durant les violences, des chefs de polices ont été vus dans des restaurants en compagnie de criminels reconnus (Entrevue O6 11/2012). Le 11 juin, les véhicules blindés ont été utilisés pour détruire les barricades improvisées bloquant l'accès aux *mahallas* ouzbèkes et ils ont été utilisés lors de destruction de propriétés ouzbèkes. Ils ont aussi été vus en train de mener des convois de pilleurs (International Crisis Group 2010; Matveeva, Savin and Faizullaev 2012).

Suivant le 15 juin, les violences se sont estompées par elle-même, sans intervention internationale et avec des interventions étatiques minimales et peu efficaces. Des scènes de réconciliation publique de la part de dirigeants auraient eu un impact pour mettre fin aux

affrontements (Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). À la fin de cet épisode, entre 470 et 900 personnes ont été tuées à Osh et Djalalabad, 75% des morts étaient des Ouzbeks, des milliers d'autres personnes ont été blessées. On compte aussi 2677 résidences détruites et celles-ci se trouvaient à 90% dans des *mahallas* ouzbèkes. Finalement, 120 000 Ouzbeks se sont réfugiés en Ouzbékistan et une grande majorité est revenue par la suite (International Crisis Group 2010; Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011). Il est donc clair que les Ouzbeks ont eu le plus de victimes dans cet incident, ce qui n'est pas surprenant vu que les forces de l'ordre étaient de leur côté.

Pour cette étude, il est aussi essentiel de mentionner des conséquences sociales à plus long terme de ces violences. Un des résultats les plus marquants de ces événements est qu'au moment de rédaction de cette étude, les Ouzbeks sont dans un état de peur quasi constante et qu'ils sont sans recours auprès des forces de l'ordre. En effet, s'ils ne se sentaient pas protégés par des forces policières presque entièrement kirghizes avant juin 2010, l'implication des forces de l'ordre dans ces événements de même que dans la suite de ceux-ci a grandement exacerbé cette distance. En effet, suivant les violences, bien que 74% des victimes et 90% des propriétés détruites étaient ouzbèkes, 80% des accusations officielles suivant ces quelques jours étaient dirigées contre des Ouzbeks (Kyrgyzstan Inquiry Commission 2011; International Crisis Group 2012).

Durant les mois qui suivirent, la situation des Ouzbeks s'est encore davantage détériorée. Les arrestations disproportionnées aux crimes de leurs groupes se sont souvent faites aléatoirement et elles étaient fréquemment accompagnées de torture par la police. Dans plusieurs cas, la police aurait effectué des arrestations d'Ouzbeks pour aider le crime organisé et elle aurait ensuite livré ces détenus aux groupes criminels. Dans d'autres instances, la police aurait exigé un paiement de la famille pour libérer la personne arrêtée. Ces pratiques se poursuivent à ce jour et les arrestations sont accompagnées de menaces de représailles graves si les victimes se plaignent aux organisations

internationales (Entrevue O8 10/2012; International Crisis Group 2012). Un témoignage recueilli auprès d'un travailleur d'ONG explique que suivant les violences, des hommes d'affaires kirghizes allaient fréquemment voir des propriétaires de commerce ouzbeks accompagnés de policiers. Ils forçaient de cette façon les Ouzbeks à vendre leurs propriétés pour une somme ridicule. S'ils n'obéissaient pas, ils se faisaient arrêter (Entrevue O1 11/2012). La collaboration entre l'entité étatique et criminelle perdure donc encore plus ouvertement qu'auparavant. Dans un autre exemple, des gangs criminels seraient allés dans une *mahalla* ouzbèke durant l'élection parlementaire de 2010 pour forcer la communauté à voter pour le parti nationaliste Ata-Jurt. Cette pratique d'extorsion avait en fait débuté durant les violences, mais elle était grandement facilitée par la position nouvellement vulnérable des Ouzbeks.

Une autre conséquence grave de ces violences a été une isolation renforcée de l'ensemble du sud du pays face au pouvoir central. L'illustration la plus évidente de cette situation est l'histoire du maire d'Osh Meliz Myrzakmatov. Il est arrivé au pouvoir durant la présidence de Bakiev et il est considéré comme un de ses proches. Lorsque Bakiev a été renversé, Myrzakmatov lui est resté fidèle et il n'a pas quitté la mairie. Il s'agit d'un personnage très controversé; plusieurs rapports l'accusent d'avoir la main mise dans le crime organisé, à l'image des autres dirigeants de l'ère Bakiev et d'avoir participé à la planification des violences. Par contre, dans un livre qu'il a écrit, il se positionne comme un héros qui a mis fin aux violences et il est d'ailleurs extrêmement populaire dans sa ville. Sa popularité est tirée en grande partie de politiques de développement de l'infrastructure, mais également de ces prises de position nationalistes kirghizes. Ce discours est très semblable à celui du parti nationaliste Ata-Jurt, qui a tous ces appuis au sud du pays et qui est une des principales oppositions à Bichkek. Cela démontre à quel point les positions nationalistes kirghizes étaient garantes de popularité et d'appuis suivant les violences. Ce personnage défie

constamment les pouvoirs centraux de Bichkek et il dit fréquemment que le gouvernement n'a pas d'autorité au sud. Dérangée par son arrogance et sa rhétorique nationaliste, en août 2010 la présidente par intérim, Rosa Otunbaeva, a annoncé qu'elle voulait le retirer du pouvoir et elle a exigé sa démission. Il est par contre resté en poste et l'échec du gouvernement provisoire dans ce dossier a été la source d'une humiliation grave. Cela illustre à quel point, suivant les violences, l'isolement du sud et la régionalisation de la politique se sont empirés et aussi à quel point le gouvernement central a de la difficulté à projeter son pouvoir dans l'ensemble du pays (International Crisis Group 2010; Freedom House, Memorial Human Rights Center, Norwegian Helsinki Committee 2012; Matveeva, Savin and Faizullaev 2012).

Cet isolement du sud et le renforcement de la position d'élites kirghizes de l'ère Bakiev dans le sud du pays montrent que les violences ethniques ont bénéficié à ces dernières. En effet, avec la fin des revendications et des activités ouzbèkes, les élites kirghizes du sud n'ont plus leurs adversaires principaux, les alliés du gouvernement du nord. Cela démontre donc comment les tensions nord-sud et la lutte de pouvoir entre les élites du Kirghizistan ont eu une influence sur les violences interethniques.

3.3 Analyse

En examinant le déroulement des événements et le contexte politique, le rôle central des élites dans la provocation et la propagation de ces violences est indéniable. En premier lieu, il y avait une motivation claire d'agir dans les deux cas. Pour les élites ouzbèkes, notamment pour Kadyrjan Batyroev, la motivation personnelle était de renforcer leur position dans la société et de

se défaire de la domination des criminels et des figures d'autorité kirghizes. Au niveau de son groupe ethnique, les actions publiques de Batyrov cherchaient en partie à légitimer ses motifs personnels. Les demandes allant dans le sens de la reconnaissance linguistique et des droits pour les Ouzbeks ont été formulées de façon très provocatrice et l'objectif semble avoir été de chercher à se donner l'appui de son groupe ethnique. Il a donc cherché à profiter du contexte de renversement de pouvoir pour atteindre ses objectifs. Il n'est pas clair par contre que ses gestes visaient expressément à provoquer des violences ethniques, mais ils ont fortement contribué au climat d'insécurité qui en a été le précurseur.

La motivation des élites kirghizes du sud était de sécuriser la position avantageuse qu'elles ont obtenue durant l'ère Bakiev. Voyant le renversement de « l'homme du sud » et la prise de pouvoir par des partis du nord à Bichkek, elles craignaient de se faire écarté du pouvoir. Au moment de l'alliance entre le gouvernement provisoire et les leaders de l'UNCC, les dirigeants ouzbeks sont devenus des adversaires évidents. En plus, les Ouzbeks se détachaient de l'autorité des criminels associés aux élites kirghizes du sud et ils s'affirmaient de plus en plus. Alors la position des élites kirghizes du sud semblait clairement menacée par les Ouzbeks. D'ailleurs, suivant la fin des violences, la façon dont les élites kirghizes du sud ont réussi à saisir les commerces des Ouzbèkes, à faire taire leurs rivaux ouzbeks, dont Batyrov et à se distancier de l'autorité du gouvernement du nord semble indiquer qu'ils avaient des objectifs allant en ce sens et qu'ils les ont atteints.

Cette interprétation rejoint les théories instrumentalistes explorées au chapitre 2. En effet, comme le dit Laitin, dans un climat d'insécurité et d'absence d'autorité étatique, les élites se font compétition pour avoir accès aux ressources de l'État. Dans ce cas, suivant le renversement de Bakiev, le gouvernement central n'avait aucune autorité au sud, il y avait donc une compétition

entre les élites pour maintenir ou saisir des positions de pouvoir autant dans le monde public que dans le monde du crime organisé. La valeur propre perçue par les deux groupes d'élites était menacée ou renversée par le désordre et par l'ascension de l'autre groupe. Ceci semble donc rejoindre la théorie de Gurr sur la *relative deprivation*. De plus, l'alliance des Ouzbeks avec le gouvernement central peut être vue comme un renversement de la situation des deux groupes ethniques, puisque presque l'ensemble des employés de l'État était kirghize, mais que le gouvernement du nord a décidé de collaborer avec les groupes ouzbeks. Cela se rapproche donc de la description que fait Gurr de l'animosité. Finalement, suivant l'interprétation de Kalyvas, vu l'agitation des élites ouzbèkes et la menace que cela semblait représenter pour les élites kirghizes du sud, les violences auraient pu être une façon pour ces dernières de contrôler la population ouzbèke. Les résultats de la violence pour la communauté ouzbèke semblent d'ailleurs démontrer que c'est cela qui s'est produit.

Les motivations qu'auraient eues les élites à causer des troubles sont donc claires, mais en analysant les mécanismes des violences, il n'est pas clair que la manipulation de la foule était aussi simple que la description qu'en font les instrumentalistes. Les entrevues sur le terrain ne montrent pas une loyauté particulière envers les élites et la façon spontanée avec laquelle les foules se sont formées sans appel public à la mobilisation semble défaire l'idée d'une implication directe des élites, autant ouzbèkes que kirghizes, dans la mobilisation.

L'argument de cette étude est que les réseaux clientélistes que décrit Radnitz et la variable symbolique aient servi à mobiliser des foules de partisans plus petites autour des élites, mais pas l'ensemble de la population. Les réseaux clientélistes que décrit Radnitz étaient certainement présents dans la montée de tensions ayant mené aux violences. Il est clair que les élites ouzbèkes avaient des liens pyramidaux avec d'autres membres des UNCC, des membres du crime organisé,

des membres du parti Rodina de Batyrov et des sportifs de clubs d'arts martiaux. Ceux-ci devaient tous loyauté envers leurs leaders et il est clair que leurs intérêts étaient conjoints aux leurs. Tout comme il est clair que les élites kirghizes avaient des liens avec les forces de l'ordre, les membres du parti Ata-Jurt, leurs propres clubs d'arts martiaux, le crime organisé et bien sûr les Bakievs et il est clair que les intérêts de toutes ces parties étaient conjoints. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre et comme l'expose Brubaker, les groupes ethniques ne sont pas monolithiques et ces connexions entre les élites et tous ces autres parties ne signifient pas que l'ensemble des deux groupes ethniques devait leur entière loyauté à ces élites. D'ailleurs que ce soit la foule d'Ouzbeks qui s'est rassemblée autour du casino et de l'université ou à l'entrée des *mahallas* ou que ce soit les foules kirghizes qui se sont également réunies dans leurs communautés ou qui se sont mobilisées à partir des villes avoisinant Osh et Djalalabad, les gens ne se sont pas mobilisés suivant l'appel d'une élite spécifiquement identifiable. En effet, il n'y a pas eu d'appel public à la mobilisation ni de regroupement de communautés spécifiquement associées à certaines élites, mais plutôt une mobilisation spontanée en réponse à l'appel d'amis ou de proches (Entrevue U1 10/2012; Entrevue U2 10/2012; Entrevue U3 10/2012; Entrevue K1 11/2012; Entrevue K2 10/2012; Entrevue K3 10/2012; Entrevue K4 10/2012).

Du côté de l'argument symboliste, les demandes de reconnaissance linguistique et l'affirmation publique de Batyrov sont fortement symboliques, de même que l'incendie des propriétés de Bakiev à Teyit. Ces événements ont effectivement été entourés de foules d'une certaine envergure et ils ont mené à une certaine mobilisation, ce qui se rapproche donc de la théorie de Kaufman. Toutefois, ce ne sont pas ces rassemblements qui ont directement mené à des affrontements ou des violences et les foules n'étaient pas énormes, elles regroupaient au plus 3000 personnes. De plus, lors des entrevues avec les ressortissants kirghizes et ouzbeks l'importance de

ces symboles était mineure et plusieurs n'en avaient pas connaissance. Les ressortissants ouzbeks ne sentaient pas qu'ils étaient brimés dans l'usage ou l'apprentissage de leur langue (Entrevue U1 10/2012; Entrevue U2 10/2012; Entrevue U3 10/2012) et tout comme les ressortissants kirghizes, ils n'étaient pas nécessairement au courant des autres enjeux ou des événements avec Batyroev (Entrevue K1 11/2012; Entrevue K2 10/2012; Entrevue K3 10/2012; Entrevue K4 10/2012). Comme ils le mentionnent en entrevue et comme cela a également été dit par des travailleurs d'ONG (Entrevue O3 10/2012; Entrevue O4 11/2012), ces gens se souciaient bien davantage de leurs besoins primaires et dans un contexte comme celui-ci ils se souciaient donc de leur sécurité. Il est donc indéniable que ces symboles ont eu un impact, mais pas chez la vaste majorité de ceux qui ont participé aux violences. C'est la présence des rassemblements autour des élites qui porte à croire que l'impact des symboles au niveau de la mobilisation ait été de se combiner à la mobilisation des réseaux clientélistes pour alimenter un regroupement rapproché autour des élites des deux camps. L'autre effet des symboles a été d'alimenter l'interprétation médiatique des tensions comme étant ethniques, mais pas de mobiliser les gens.

Une entrevue menée auprès d'un chercheur universitaire situé à Osh vient alimenter cette compréhension des événements. Selon lui, il existe une classe moyenne pour les deux groupes ethniques et la classe dirigeante est composée de Kirghizes. Chez les Kirghizes, les classes moyenne et dirigeante sont composées de hauts fonctionnaires, de membres du gouvernement et de travailleurs de l'État, tandis que chez les Ouzbeks, puisqu'ils ont moins accès aux organes étatiques, elle est plutôt composée d'hommes d'affaires ou de commerçants de diverses envergures. La classe moyenne est celle qui se soucie de ces enjeux et ce sont eux qui les soulèvent, par contre, dans les deux groupes, les gens qui se sont mobilisés provenaient plutôt de la tranche plus pauvre de la population, celle pour qui les besoins de base sont plus prioritaires et qui ne se

soucie donc pas des grands enjeux (Entrevue A9, 10/2012). Les variables instrumentalistes et symboliques ont donc servi à la mobilisation de ce qui est identifié ici comme le premier palier de mobilisation.

Pour le deuxième palier de mobilisation, soit la mobilisation des masses plus élargies de population, le facteur de mobilisation le plus important est la peur, la crainte pour la sécurité. Il faut donc s'attarder à l'interprétation émotionnelle des événements. Dans les quatre émotions qu'il décrit, l'animosité de Petersen et sa définition se rapproche beaucoup du concept de *relative deprivation* de Gurr. Petersen précise par contre, en faisant référence à Charles Taylor, que cette émotion est celle des élites et que l'émotion des masses est la peur. Cela rejoint directement ce qui est exposé dans ces pages; que l'animosité des élites kirghizes et ouzbèkes et leurs gestes de compétition à travers les médias et le monde du crime organisé ont créé un climat d'insécurité et qu'à cause de ce climat, les masses se sont mobilisées pour se protéger. Voyant l'autre groupe se mobiliser, les techniques d'entraide au sein d'un même groupe se sont sophistiquées. C'est ainsi qu'au moment des violences, des foules massives se sont regroupées à travers des réseaux de contacts activés en grande partie par des téléphones cellulaires. Ce climat d'insécurité était alimenté par une absence d'autorité de l'État et par une impression justifiée que les forces de l'ordre ne protégeraient pas les gens.

Avant les violences, avec la montée de la pression des groupes criminels, l'absence de réponse des forces de l'ordre et même la collaboration de celles-ci avec les criminels, les masses ouzbèkes se sont organisées pour protéger les leurs. Suivant l'éclatement des violences au casino, ils se sont rassemblés dans leurs *mahallas* et ils ont érigé des barricades parce qu'ils avaient peur pour leur sécurité. En réponse, voyant les Ouzbeks s'organiser, ils craignaient une insurrection

irréductible et une intervention de l'Ouzbékistan voisin. Ils se sont organisés à leur tour et avec l'absence de dialogue entre les deux masses organisées, il ne manquait qu'une petite provocation pour qu'éclate une confrontation violente. Vu que les élites continuaient leur compétition et qu'elles ne pouvaient se permettre que la masse de l'autre groupe ethnique prenne le dessus, elles ont envoyé des provocateurs au début pour rendre les groupes plus combatifs et des armes par la suite pour pousser la violence jusqu'à l'écrasement total de l'autre groupe. Cette description de l'initiation des violences rejoint à nouveau la description de la peur que fait Petersen parce qu'elle s'apparente au dilemme de sécurité de Fearon auquel Petersen fait référence.

Le cas de la ville d'Uzgen peut d'ailleurs servir de contre-exemple pour démontrer comment le manque d'information peut créer la peur et entraîner un dilemme de sécurité. Uzgen est un endroit où cohabitent les deux groupes ethniques et c'était aussi le lieu des plus graves violences lors du conflit de 1990. Par contre en 2010, il n'y a eu aucune confrontation à cet endroit. Il est vrai qu'il y a eu davantage de surveillance des forces de l'ordre spécifiquement à cause de l'historique de l'endroit, mais comme nous l'avons vu, la présence policière n'est pas nécessairement garante de sécurité. Il est aussi vrai que plusieurs jeunes hommes d'Uzgen ont quitté les lieux pour se joindre au conflit à Osh, mais il n'y a pas eu de confrontation à cet endroit. Il y a par contre eu un dialogue dès le départ entre les élites des deux groupes de cet endroit. Ils ont encouragé les gens à rester chez eux et à ne pas participer aux violences (Matveeva, Savin and Faizullaev 2012; Entrevue A5, 10/2012). Ceci nous indique premièrement que même s'il y a une haine ancienne, ou une historique de confrontation violente, celle-ci n'est pas nécessairement une source de violence. Cela nous indique ensuite que parce qu'il y avait un dialogue et une présence d'autorité qui assurait l'ordre, il n'y avait pas d'organisation armée des groupes et donc pas de nécessité de s'attaquer à l'autre, donc le dilemme de sécurité était absent.

Il ne faut toutefois pas limiter le rôle des réactions émotionnelles au déclenchement initial de la violence. En effet, la peur explique les regroupements d'autodéfense, mais l'émotion expliquant la croissance exponentielle de la violence et les atrocités pendant ces quelques jours serait davantage ce qui est décrit par Petersen comme étant de la rage. Celle-ci n'est pas précédée par de la cognition, mais elle n'est qu'une réponse purement instinctive à une situation, ainsi pour la peur et l'animosité, la réflexion précède la réaction émotionnelle, tandis qu'avec la rage c'est l'inverse. Ceci se rapproche très bien de plusieurs témoignages récoltés qui décrivent un état de folie populaire qu'ils ont de la difficulté à expliquer. Par contre, la compétition entre élites a comme source des intérêts de pouvoir et des intérêts financiers, mais elle s'explique aussi par le renversement de statut qu'a causé la révolution et elle a donc aussi comme source ce que Petersen décrit comme de l'animosité. Ainsi, bien que la peur soit une explication importante de l'éclatement des violences, plusieurs émotions sont entrées en jeu.

Suite à cette analyse, il est donc possible de faire une narration plus précise des événements ayant mené aux violences. Lorsque le régime de Bakiev s'est écroulé, le vide politique a laissé voir aux élites l'opportunité de saisir une position plus avantageuse dans la société. Les élites ouzbèkes voulaient s'affranchir de la domination des élites kirghizes du sud et ces dernières ne voulaient pas perdre leurs acquis de l'ère Bakiev. Pour arriver à leurs objectifs, les élites kirghizes et ouzbèkes ont activé leurs réseaux de clientélismes ce qui peut être observé par l'activité criminelle accrue, la présence de membres de clubs d'arts martiaux dans les rassemblements, les regroupements de proches autour des figures importantes et la collaboration des forces de l'ordre du sud avec des élites kirghizes et des criminels durant toute cette période. Dans le cas de Batyro, pour arriver à ses objectifs, il a également fait des demandes politiques publiquement et il a

rassemblé des petites foules pour ces apparitions. Ce premier palier de mobilisation et le climat de compétition qu'il a amené ont donc accentué les activités criminelles et l'insécurité généralisée qui était déjà présente à cause du manque de présence des autorités centrales. L'attention médiatique accordée aux événements de compétition entre les élites kirghizes du sud et les élites ouzbèkes et aux événements liés à la criminalité a contribué à accentuer le climat d'insécurité. De plus, puisque la compétition entre élites se faisant le long de frontières ethniques, l'attention médiatique à ces événements a contribué à cadrer l'ensemble des troubles de cette période comme étant des tensions interethniques.

La nécessité de se protéger a donc mené les gens à se créer des réseaux de collaboration au sein de leurs communautés et de leurs connaissances. Plusieurs des quartiers et des communautés étant monoethniques et les tensions entre élites étant également le long de frontières ethniques, les groupes d'autodéfense se sont *de facto* formés le long de frontières ethniques. Deux groupes ethniques de plus en plus organisés pour se défendre s'observent donc l'un l'autre. Voyant l'autre groupe s'organiser, un cercle vicieux s'est créé puisque la peur augmentait. À ce stade, un simple élément de provocation était ce qu'il manquait pour faire éclater la violence. Lorsqu'il y a eu cet élément déclencheur au casino et à l'université, des provocateurs appartenant aux réseaux d'élites ont encouragé la violence parce que les élites ne pouvaient se permettre de laisser l'autre groupe prendre le dessus. La violence s'est ainsi déclenchée et suivant cet éclatement initial, l'esprit irrationnel de la foule combiné à des provocations continues des réseaux d'élites a amené l'affrontement à un niveau incontrôlable.

Conclusion

Tel que mentionné dans les premières phrases de cette étude, l'objectif ici était de déterminer les causes des violences qui ont secoué le sud du Kirghizistan en juin 2010. Plusieurs analyses attribuent les violences purement à des manipulations d'élite qui cherchaient à assurer leurs intérêts. Avec les sorties publiques de Batyrov, la compétition des groupes criminels et les provocateurs présents partout, il est clair que les élites ont eu un rôle fondamental dans l'éclatement de violences. Il n'est par contre pas certain que toutes les élites aient complètement compris l'ampleur des conséquences de leurs gestes. Ainsi, il est clair qu'elles cherchaient à assurer leurs intérêts, mais alors que certaines cherchaient clairement à provoquer une confrontation interethnique, d'autres peuvent avoir simplement agi de manière irresponsable.

Un argument important de cette étude est que les réseaux et l'influence des élites sont bien réels, mais que cela ne s'étend pas à l'ensemble de la population. En effet, l'activation de contacts gouvernementaux corrompus, de groupes criminels et de clubs sportifs appartenant aux élites pointent tous vers des liens monétaires et clientélistes, tels que décrits par Radnitz. Vu que la masse des participants aux violences n'était toutefois pas mobilisée directement par les réseaux, mais par une réponse émotionnelle à une situation tendue, la mobilisation telle que décrite par Radnitz ne fonctionne pas complètement non plus.

Le modèle de Radnitz n'est donc pas à rejeter, mais les conclusions de cette étude permettent de suggérer qu'il peut être adapté. Radnitz nous présente son concept de *subversive clientelism* comme une structure pyramidale de contrôle du haut vers le bas. Les liens de loyauté entre les niveaux sont créés par des liens de clientélisme mutuellement bénéfiques. Cette pyramide de loyauté permet donc de mobiliser les communautés à sa base selon le bon vouloir des élites.

Cette étude appuie l'idée des liens forts entre les élites et une loyauté entre les niveaux à cause de liens clientélistes, mais il ne semble pas que ces liens atteignent la base telle que le décrit Radnitz. Vu que la base a été mobilisée par une réaction émotionnelle due au climat d'insécurité elle n'a pas aveuglément obéi aux commandes d'élite ayant donné quelques bénéfices à la communauté. Il semble donc que la pyramide s'arrête à un certain niveau et qu'elle n'atteint pas la base, ou alors, seulement certaines portions de la base. La portion de la pyramide qui est effectivement une partie intégrante du réseau d'élite a été mobilisée pour assurer les intérêts des élites. Ainsi, que ce soit comme conséquence de la compétition interélites ou que ce soit un geste conscient de provocation, la mobilisation des réseaux d'élite a créé un climat d'insécurité, elle n'a donc pas directement mobilisé les foules et c'est la subtilité qu'il faut ajouter à la théorie de Radnitz.¹

Ainsi Radnitz dit que ce qui prouve le *subversive clientelism* est que pour les masses de population, les élites autonomes sont une meilleure source de financement que l'État, l'argent peut donc se transformer en influence (Radnitz 2010, 89-92). Toutefois, cette influence ne se traduit pas nécessairement en puissance mobilisatrice dans toutes les situations. Cette étude suggère donc que les réseaux des élites et leur influence servent à mobiliser un premier niveau, mais que la mobilisation du deuxième niveau, le niveau de la masse de la population, soit une réaction spontanée à l'insécurité que cause le premier niveau de mobilisation.

Toutefois, il est essentiel de bien mettre en contexte la critique qui est faite ici de la théorie de Scott Radnitz. Sa théorie avait été établie sur la base de son observation de la révolution jaune de 2005. Il est fort possible que la loyauté de la foule ait été plus facile à mobiliser pour des manifestations pacifiques au sujet d'un enjeu comme le gouvernement autoritaire et corrompu, que pour des confrontations violentes visant seulement à protéger les intérêts d'élites. Ainsi, il est fort

¹ Voir figures 1 et 2 de l'annexe 1

possible que son modèle s'applique bien à certaines situations, tandis que pour une mobilisation aussi intensément violente que celle dont il est question ici, elle ne s'applique pas aussi aisément. Elle donne par contre de forts indicateurs sur des mécanismes de la société kirghize, sur les liens entre les élites et sur la façon que celles-ci peuvent agir dans de telles circonstances. Radnitz offre donc une première forme d'explication, afin de bien comprendre l'intensité d'un conflit ethnique violent tel que celui-ci il faut néanmoins combiner ses indications à d'autres explications sur l'émotion des foules.

De plus, la facilité avec laquelle les réponses émotionnelles ont pu être provoquées mérite d'être explorée davantage. Il est effectivement difficile d'avoir une bonne idée du nombre de provocateurs et nombre de gens dans la masse qui faisaient partie des réseaux d'élite. Pour connaître l'ampleur de l'influence du *subversive clientelism*, il faudrait approfondir cette étude en étendant le nombre d'entrevues et en explorant les activités spécifiques des élites dans chaque communauté de la région avant le conflit et après. En effet, bien que les entrevues qui ont alimenté les déductions de cette étude aient fourni un appui considérable aux conclusions, elles sont limitées par leur nombre et leur ampleur.

Une autre avenue d'étude qui mérite d'être explorée est le rôle des *mahallas* dans cette société. En effet, le lieu de rencontre, d'organisation et de défense des groupes ouzbeks a été la *mahallas* ce qui nous indique une certaine cohésion et un pouvoir de mobilisation local. Ainsi, il peut être utile et intéressant d'examiner la puissance mobilisatrice de cette entité plus proche des gens et plus communautaire. Les réponses de cet examen pourraient alimenter les conclusions de cette étude.

Cette étude et celles qui peuvent en découler pourraient avoir des applications pratiques très claires et même essentielles. La reconstruction saine des relations interethnique dans le pays en

dépendrait. De plus, une compréhension plus approfondie de l'impact émotionnel des activités d'élite et de l'activation de leurs réseaux est primordiale pour empêcher et éviter le même genre de confrontation violente dans ce pays, mais également dans les pays avoisinant l'Asie Centrale.

Cette étude donne des pistes de recherche sérieuses pour poursuivre le travail d'analyse, mais elle nous permet aussi de donner certaines recommandations pour prévenir d'autres conflits de la sorte. Il faut notamment que le gouvernement assure une meilleure présence à tous les niveaux. Une autorité politique du gouvernement central doit être rétablie dans le sud du pays. Pour ce faire, il ne suffit pas d'avoir une bonne présence policière non corrompue, mais il faut également que le gouvernement s'adresse directement au sud du pays et qu'il affirme régulièrement que le Kirghizistan est la terre de tous les Kirghizes, mais également des minorités en son sein. Il faut aussi travailler pour incorporer davantage la minorité ouzbèke dans l'appareil gouvernemental, de cette façon la minorité pourrait se sentir représentée et protégée par les forces de l'ordre. Il est finalement essentiel d'établir des échanges et des dialogues entre les représentants des diverses communautés afin d'éviter que le manque d'échange n'entraîne un dilemme de sécurité. Ce sont de premières pistes de solutions pour éviter qu'éclate de nouveau des violences, mais un autre sujet d'étude essentiel serait également de voir comment faire pour bien réparer les relations fortement endommagées par ces événements.

Bibliographie

- Barth, Fredrik. 1969. *Ethnic Groups and Boundaries*. Boston: Little, Brown and Company.
- Bond, Andrew R, and Nathalie R Koch. 2010. "Interethnic Tensions in Kyrgyzstan: A Political Geographic Perspective." *Eurasian Geography and Economics* 51(4), 531-562.
- Brass, Paul R. 1991. *Ethnicity and Nationalism*. Newbury Park, Californie: Sage Publications.
- Brubaker, Rogers. 2004. *Ethnicity Without Groups*. Cambridge, Massachussetts: Harvard University Press.
- Ceccarelli, Alessandra. 2007. "Clan politics and organized crime in Central Asia." *Trends in organized crime* 10 (3), 19-36.
- Collins, Kathleen. 2011. "Kyrgyzstan's Latest Revolution." *Journal of Democracy* 22 (3), 150-164.
- Collins, Kathleen. 2004. "The Logic of Clan Politics: Evidence from the Central Asian Trajectories." *World Politics* 56 (2), 224-261.
- Cooley, Alexander. 2010. "Kyrgyzstan on the Brink." *Current History* 109 (729), 301-307.
- Cornell, E Svante, and L.P. Niklas Swanström. 2006. "The Eurasian Drug Trade, A Challenge to Regional Security." *Problems of Post-Communism* 53 (4), 10-28.
- Cornell, Svante E. 2006. "The Narcotics Threat in Greater Central Asia: From Crime-Terror Nexus to State Infiltration." *China and Eurasia Forum Quarterly* 4 (1), 37-67.
- Engvall, Johan. 2011. "Flirting with State Failure, Power and Politics in Kyrgyzstan since Independance." *Silk Road Papers*, Juillet.
- Engvall, Johan. 2011. "The State as an Investment Market: An Analytical Framework for Interpreting Politics and Bureaucracy in Kyrgyzstan." Uppsala: Uppsala University.
- Eriten, Nilüfer Duygu, and Jennifer Romine. 2008. "Instrumental and symbolic sources of ethnic conflict: application to the Kurdish conflict in Turkey." *16th Annual Illinois State University Conference for Students of Political Science*.
- Fearon, James D. 1994. "Ethnic War as a Commitment Problem." *Annual Meetings of the American Political Science Association*. New York.
- Ferrando, Olivier. 2012. "Ethnic Mobilization in Central Asia, A Comparative Analysis in Uzbekistan, Tajikistan and Kyrgyzstan ." *ASN World Convention*. Columbia University.
- Ferrando, Olivier. 2010. "Les violences ethniques de juin 2010 au Kirghizistan: L'identité manipulée." *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 41 (3), 109-136.
- Freedom House, Memorial Human Rights Center, Norwegian Helsinki Committee. 2012. "A Chronicle of Violence: The events in the south of Kyrgyzstan in June 2010."

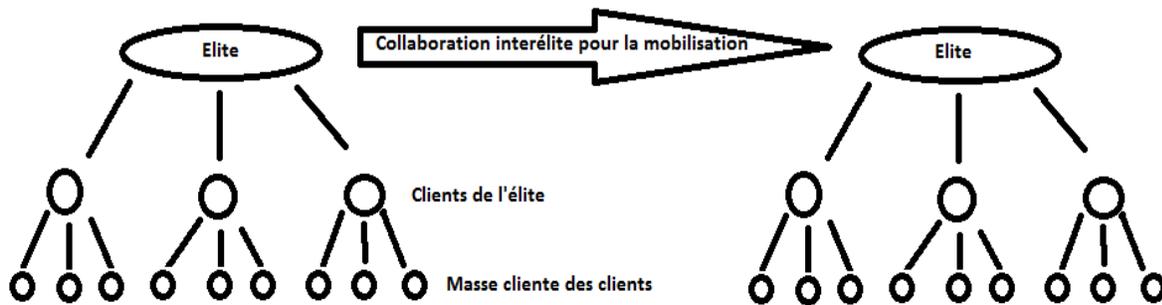
- Fumagalli, Matteo. 2007. "Informal Ethnopolitics and Local Authority Figures in Osh, Kyrgyzstan." *Ethnopolitics* 6 (2), 211-233.
- Gurr, Ted Robert. 1970. *Why Men Rebel*. Princeton: Princeton University Press.
- Gurr, Ted Robert, and Barbara Harff. 2004. *Ethnic Conflicts in World Politics*. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Horowitz, Donald L. 1985. *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley: University of California Press.
- Huksey, Eugene. 1995. "The politics of language in Kyrgyzstan." *Nationalities Papers: The Journal of Nationalism and Ethnicity* 23 (3), 549-572.
- Huksey, Eugene, and Gulnara Iskanova. 2011. "Narrowing the Sites and Moving the Targets: Institutional Instability and the Development of a Political Opposition in Kyrgyzstan." *Problems of Post-Communism* 58 (3), 3-10.
- International Crisis Group. 2011. "Central Asia: Decay and Decline." Asia Report, International Crisis Group, Bruxelles.
- International Crisis Group. 2001. *Kyrgyzstan at Ten: Trouble in the Island of Democracy*. Bruxelles: International Crisis Group.
- International Crisis Group. 2010. *Kyrgyzstan: A Hollow Regime Collapses*. Policy Briefing, Bruxelles: International Crisis Group.
- International Crisis Group. 2012. *Kyrgyzstan: Widening Ethnic Divisions in the South*. Bruxelles: International Crisis Group.
- International Crisis Group. 2010. *The Pogroms in Kyrgyzstan*. Bruxelles: International Crisis Group.
- Jacquesson, Svetlana. 2013. "Réseaux de pouvoir et réseaux de solidarité au Kirghizistan." In *Éclats d'Empire; Asie Centrale, Caucase, Afghanistan*, by Marlène Laruelle and Sébastien Peyrouse, 91-98. St-Amand-Montrond: Éditions Fayard.
- Kalyvas, Stathis N. 2006. *The Logic of Violence and Civil War*. New York: Cambridge University Press.
- Kaufman, Stuart J. 2001. *Modern Hatreds, The Symbolic Politics of Ethnic War*. Ithaca: Cornell University Press.
- Kellner-Heinkele, Barbara, and Jacob M. Landau. 2012. *Language Politics in Contemporary Central Asia: National and Ethnic Identity and the Soviet Legacy*. New York: I.B. Tauris.
- Kiliç, Gülay. 2011. "How many 'Revolutions' for Kyrgyzstan?" *USAK Yearbook* 4, 353-361.
- Kramer, Andrew E. 2010. "Before Kyrgyz Uprising, Dose of Russian Soft Power." *New York Times*, 18 April.

- Kyrgyzstan Inquiry Commission. 2011. "Report of the Independent International Commission of Inquiry into the Events in Southern Kyrgyzstan in June 2010."
- Laitin, David. 2007. *Nations, States and Violence*. New York: Oxford University Press.
- Laruelle, Marlène. 2012. "The paradigm of nationalism in Kyrgyzstan. Evolving narrative, the sovereignty issue, and political agenda." *Communist and Post-Communist Studies* 45 (1), 39-49.
- Lewis, David. 2008. *The Temptations of Tyranny in Central Asia*. New York: Columbia University Press.
- Lewis, David. 2010. "High Times on the Silk Road, The Central Asian Paradox." *World Policy Institute* 27 (1), Printemps: 39-49.
- Luong, Pauline Jones. 2004. "Politics in the Periphery: Competing Views of Central Asian States and Societies." In *The Transformation of Central Asia: States and Societies from Soviet Rule to Independence*, by Pauline Jones Luong, 1-26. Ithaca: Cornell University Press.
- Madi, Maral. 2010. "Drug Trade in Kyrgyzstan: structure, implications and countermeasures." *Central Asian Survey* 23 (3-4), 249-273.
- Marat, Erica. 2006. *The State-Crime Nexus in Central Asia: State weakness, Organizaed Crime and Corruption in Kyrgyzstan and Tajikistan*. Washington DC: Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies Program.
- Matveeva, Anna, Igor Savin, and Bahrom Faizullaev. 2012. "Kyrgyzstan: Tragedy in the South." *Ethnopolitics Papers*, Avril 2012 (17).
- Mellon, James G. 2010. "Myth, Legitimacy and Nationalism in Central Asia." *Ethnopolitics* 9 (2), 137-150.
- Müllerson, Rein. 2011. "The Kyrgyz Tragedy: Particular and General." *Chinese Journal of International Law* 10 (2), 407- 426.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. 2013. "World Drug Report 2013." Nations Unies, New York.
- Petersen, Roger D. 2002. *Understanding Ethnic Violence, Fear, Hatred, and Resentment in Twentieth Century Eastern Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Peyrouse, Sébastien. 2006. *Asie Centrale, la dérive autoritaire*. Paris: Autrement.
- Pomfret, Richard. 2006. *The Central Asia Economies Since Independence*. Princeton: Princeton University Press.
- Radnitz, Scott. 2010. *Weapons of the Wealthy, Predatory Regimes and Elite-Led Protests in Central Asia*. Ithaca, New York: Cornell University Press.

- Roy, Olivier. 1997. *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*. Paris: Éditions du Seuil.
- Ryabkov, Maxim. 2008. "The North-South Cleavage and Political Support in Kyrgyzstan." *Central Asian Survey* 27 (3-4), 301-316.
- Taylor, Charles. 1998. "Nationalism and Modernity." In *The State of the Nation: Ernest Gellner and the Theory of Nationalism*, by John A. Hall, 191-218. Cambridge: Cambridge University Press.
- Temirkulov, Azamat. 2010. "Kyrgyz "revolutions" in 2005 and 2010: comparative analysis of mass mobilization." *Nationalities Papers* 38 (5), 589-600.
- Tilly, Charles. 1975. *The Formation of National States in Western Europe*. Princeton: Princeton University Press.
- Varshney, Ashutosh. 2009. "Ethnicity and Ethnic Conflict." In *The Oxford Handbook of Comparative Politics*, by Susan C. Stokes and Charles Boix. Toronto: Oxford University Press.
- World Bank. 2012. *Kyrgyz Republic*. Accessed janvier 31, 2013. <http://data.worldbank.org/country/kyrgyz-republic>.

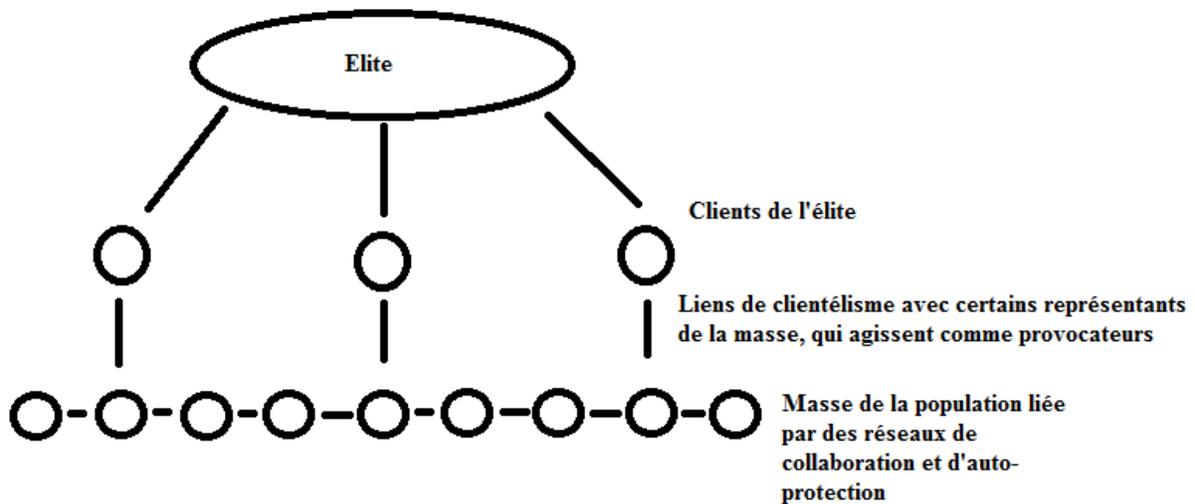
Annexe 1

Figure 1: *Subversive clientelism* de Radnitz



La masse de la population répond à l'appel des élites parce qu'à travers les liens clientélistes, elle lui doit loyauté et parce que ses intérêts sont conjoints aux siens.

Figure 2: Amélioration du modèle de Radnitz



Grâce à ses réseaux de clientélisme, les élites peuvent envoyer des éléments provocateur dans la masse. Si celle-ci est organisée par des liens forts, ces provocations peuvent résulter en mobilisation. La mobilisation ne provient donc pas d'une loyauté aveugle envers l'élite.

Annexe 2

Entrevues de terrain

Entrevues académiques

Entrevue A3, effectuée par l'auteur auprès d'un académicien en octobre 2012

Entrevue A4, effectuée par l'auteur auprès d'un académicien en octobre 2012

Entrevue A5, effectuée par l'auteur auprès d'un académicien en octobre 2012

Entrevue A3, effectuée par l'auteur auprès d'un académicien en octobre 2012

Entrevue A7, effectuée par l'auteur auprès d'un académicien en octobre 2012

Entrevue A8, effectuée par l'auteur auprès d'un académicien en novembre 2012

Entrevue A9, effectuée par l'auteur auprès d'un académicien en octobre 2012

Entrevues de travailleurs d'ONGs

Entrevue O1, effectuée par l'auteur auprès d'un employé d'ONG en novembre 2012

Entrevue O2, effectuée par l'auteur auprès d'un employé d'ONG en octobre 2012

Entrevue O3, effectuée par l'auteur auprès d'un employé d'ONG en octobre 2012

Entrevue O4, effectuée par l'auteur auprès d'un employé d'ONG en novembre 2012

Entrevue O5, effectuée par l'auteur auprès d'un employé d'ONG en novembre 2012

Entrevue O6, effectuée par l'auteur auprès d'un employé d'ONG en novembre 2012

Entrevue O7, effectuée par l'auteur auprès d'un employé d'ONG en novembre 2012

Entrevue O8, effectuée par l'auteur auprès d'un employé d'ONG en octobre 2012

Entrevues avec des membres de la communauté

Entrevue U1, effectué par l'auteur auprès d'un membre de la communauté ouzbèke en octobre 2012

Entrevue U2, effectué par l'auteur auprès d'un membre de la communauté ouzbèke en octobre 2012

Entrevue U3, effectué par l'auteur auprès d'un membre de la communauté ouzbèke en octobre 2012

Entrevue K1, effectué par l'auteur auprès d'un membre de la communauté kirghize en novembre 2012

Entrevue K2, effectué par l'auteur auprès d'un membre de la communauté kirghize en octobre 2012

Entrevue K3, effectué par l'auteur auprès d'un membre de la communauté kirghize en octobre 2012

Entrevue K4, effectué par l'auteur auprès d'un membre de la communauté kirghize en octobre 2012

